l'Anticapitaliste

n°286 | 23 avril 2015 — 1,20 €

l'hebdomadaire du **NPA** ~ **www.NPA2009.org**

L'EUROPE FORTERESSE ASSASSINE

Liberté de circulation et d'installation !

Dossier

Front national: plus que jamais l'ennemi des classes populaires

pages 6 et 7

ÉDITO

Arrêter l'EPR, sortir du nucléaire!
Page 2

PREMIER PLAN

Sécuritaire: putsch contre nos libertés, attentat contre nos droits!
Page 2

ACTU INTERNATIONALE

Turquie: consensus négationniste et brèches internationalistes Page 5

LIBRE EXPRESSION

Procès d'Alain Pojolat: entretien avec son avocat, Jean-Louis Chalanset Page 12

édito

Par **CHRISTINE POUPIN**

Arrêter l'EPR, sortir du nucléaire !

L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a révélé des anomalies qualifiées de *« sérieuses, voire très sérieuses »* dans la composition de l'acier du couvercle et du fond de la cuve de l'EPR en construction sur le site de Flamanville. Ces malfaçons mettent en cause la fiabilité du « composant crucial » qui abrite le corps du réacteur et les systèmes de contrôle de la réaction nucléaire.

Présenté comme le *« réacteur le plus sûr au monde »*, vitrine du nucléaire français à l'étranger, summum de la sûreté, Flamanville n'en est pas à sa première alerte. Ce chantier catastrophique a déjà accumulé vannes montées à l'envers, béton mal coulé, dôme endommagé, utilisation d'aciers de mauvaise qualité… sans parler des conditions de travail inhumaines, avec le recours à la sous-traitance en cascade et aux centaines de travailleurs étrangers sous-payés et non déclarés…

Comme son jumeau en Finlande, le chantier accuse un retard énorme. Prévue en 2012, sa mise en service a été repoussée en 2017, date désormais intenable. Dans le même temps, les coûts ont explosé, passant de 3,3 à près de 9 milliards d'euros, montant qui serait évidemment dépassé à son tour s'il était décidé de changer la cuve.

Pourtant Ségolène Royal s'entête : *« Non, le réacteur de Flamanville n'est pas condamné »*, parlant même *« d'ajustements en cours de travaux »* ! Le seul ajustement sûr et acceptable, c'est l'abandon immédiat de l'EPR et la sortie du nucléaire. L'EPR était censé représenter le réacteur de l'avenir pour remplacer les 58 réacteurs vieillissants des 19 centrales nucléaires françaises. Nous ne voulons ni la prolongation des centrales vieillissantes ni leur remplacement par l'EPR.

Soutenus par le gouvernement français, EDF et Areva veulent profiter de la conférence sur le climat pour promouvoir le nucléaire comme énergie propre, solution au réchauffement climatique. Nous ne voulons ni les catastrophes nucléaires ni la catastrophe climatique. Nous voulons sortir de ce système, sortir du nucléaire et des énergies fossiles (charbon, pétrole). Nous voulons un service public des énergies renouvelables, développant la sobriété et l'efficacité énergétiques sous le contrôle des salariéEs et de la population.

BIEN DIT

Les chefs d'États et les instances européennes ne peuvent pas, en désignant les passeurs comme étant à l'origine des naufrages qui se produisent en Méditerranée, se défausser ainsi de leur responsabilité. (…)
Il est urgent de changer radicalement l'orientation des politiques d'asile et d'immigration de l'UE (…). Le droit à la liberté de circulation est une revendication que les traversées de la Méditerranée portent et continueront de porter. Il faudra bien que l'Union européenne finisse par l'entendre.

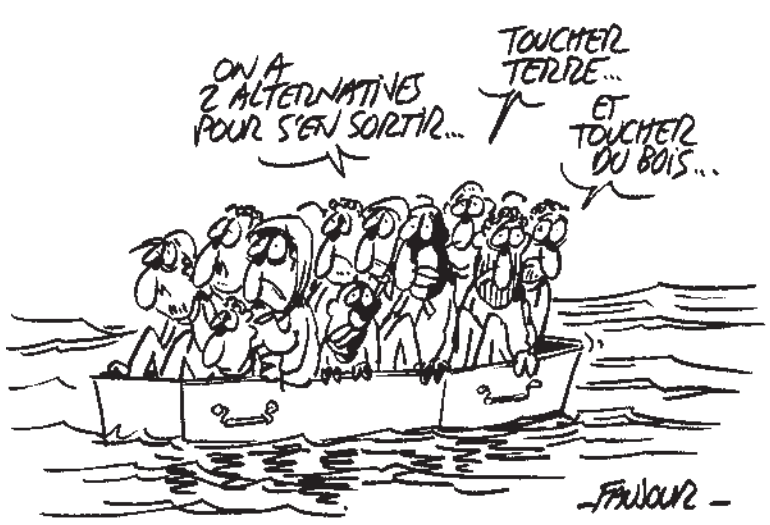
Extrait d'un communiqué de presse de MIGREUROP, réseau européen et africain de militants et chercheurs, jeudi 16 avril

À la Une

L'Europe forteresse assassine !

Selon les chiffres du HCR (Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés), 3 419 migrantEs ont perdu la vie en Méditerranée durant l'année 2014, et ils seraient plus de 2 000 rien que depuis ce 1er janvier 2015. Dimanche 12 avril, environ 400 ont péri en un seul naufrage. Déjà plus que les 366 de la tragédie de Lampedusa d'octobre 2013… Mais encore moins que les 800 « disparus » en mer de ce dimanche 19 avril. La traversée de la mer Méditerranée prend les allures d'une boucherie de masse…

Selon un rapport de ce même HCR, plus de 207 000 migrants, dont une part non négligeable de mineurs non accompagnés, ont tenté la traversée de la Méditerranée en 2014. Le record de 2011 (70 000 migrants), qui avait suivi les révolutions arabes, se voit donc largement battu. L'arrivée de l'été et l'amélioration des conditions climatiques ne devraient rien arranger.



Plus de chaos, plus de migrantEs, plus de mortEs

Cette explosion du nombre de candidatEs à la traversée s'explique par la persistance et l'approfondissement du chaos dans les régions de départ. La situation au Moyen-Orient est la plus visible et couverte. Mais la situation en Afrique sub-saharienne de l'Est ou en Afghanistan, moins médiatisée, alimente elle aussi le flux des migrantEs. Et c'est sans compter sur les pays de transit qui, eux aussi frappés par des crises, participent au phénomène, en ne remplissant plus leur rôle de sous-traitance dans le blocage des flux. Le total chaos libyen en est l'exemple parfait. Depuis la chute de Khadafi, la Libye est progressivement devenue la principale plaque tournante des migrations vers l'Union européenne. Mais d'autres pays ne sont plus en mesure d'appliquer les politiques externalisées de blocage, lesquelles conditionnent le versement d'aides au développement, signées de manière antidémocratique sans passer par le Parlement européen. C'est que l'agence européenne Frontex a toute liberté en la matière…

L'explosion concomitante du nombre de morts s'explique logiquement par l'explosion du nombre de candidatEs mais aussi par l'infamie toujours repoussée de la politique européenne dans le laisser faire meurtrier. En effet, la fin de l'opération « Mare Nostrum », programme de sauvetage italien depuis le naufrage de Lampedusa, et son remplacement par une patrouille européenne qui n'a pas pour mission première de sauver mais de surveiller (l'opération « Triton » placée sous l'égide de Frontex), réduit encore un peu plus la politique européenne à une simple surveillance passive, donc complice… mais aussi intéressée.

Un bon migrantE est un migrantE sans-papiers

Déjà en 2011, quand les révolutions arabes avaient eu comme conséquence l'augmentation du nombre de migrantes, le discours raciste et paranoïaque sur l'invasion avait trouvé matière à une nouvelle bouffée, plus ou moins cyniquement mêlée de compassion abstraite. Aujourd'hui le nombre de migrantEs et de mortEs est encore bien supérieur, et l'indignation se tarit…

C'est que le seul ressort de la couverture médiatique est le nombre de morts par naufrage. C'est que les vents politiques sont mauvais : partout en Europe, les crises économiques s'approfondissent, les politiques migratoires se resserrent et les idées d'extrême droite se banalisent, dans un cercle vicieux qui maintient en vie le fantasme de l'invasion… mais aussi un système migratoire finalement cohérent en son fond, cela malgré ses contradictions.

Car c'est un fait : l'afflux de migrantEs, même en augmentation, n'a rien d'ingérable à l'échelle européenne du moins, et les politiques migratoires meurtrières de l'UE ne le tarissent guère. C'est que face au désespoir, par définition, rien n'est dissuasif. Plus (et pire) encore, c'est un système où la condition de départ détermine la condition d'arrivée, qui elle-même détermine la condition de résidence. Se barricader n'a donc finalement pas pour fonction d'empêcher la venue des migrantEs, laquelle est inévitable et nécessaire à « l'économie », mais d'en faire cyniquement un calvaire. Car plus un migrant arrivera à grands frais humains et financiers sur notre continent, plus il sera un parfait sans-papiers corvéable à merci.

La fabrique d'un prolétariat au rabais

Les politiques migratoires, européenne comme nationales, sont donc bien au service de la fabrique d'un prolétariat au rabais, nécessaire à certains secteurs non délocalisables d'une part, et plus généralement à une course au moins disant social, intra-communautaire ou à l'intérieur de chaque pays.

Tous les sans-papierEs ne sont pas arrivés clandestinement. Et tous les clandestinEs ne deviendront pas sans-papiers, même si la restriction du droit d'asile et de délivrance des titres de séjour se fait de plus en plus difficile. Mais tous les migrantEs seront, à coup sûr, en position d'extrême faiblesse une fois sur nos territoires. Ce doit être cela, l'immigration « choisie »… par la bourgeoisie !

Sylvain Madison

SÉCURITAIRE

Putsch contre nos libertés, attentat contre nos droits !

Trois mois seulement se sont écoulés depuis les terribles attentats des 7 et 9 janvier et les manifestations énormes en mémoire des victimes et en défense de la liberté d'expression… Et les députés devraient adopter ce 5 mai la loi sur le renseignement !

C'est une véritable armada politique et administrative lancée contre nos libertés et droits fondamentaux. Retour sur la transformation en voie d'achèvement d'un État prétendument de droit en un État policier.

De « L'esprit du 11 janvier »…

Il y a quelques semaines, les manifestations spontanées exprimaient à la fois l'empathie pour les victimes, la conscience de la barbarie de ces événements, le besoin d'être ensemble, bref une immense émotion collective. Surfant sur celle-ci, Valls dans son discours du 13 janvier se faisait à l'époque très lyrique : *« Paris, capitale universelle de la liberté et de la tolérance. La démocratie qu'on a voulu abattre, ce sont les débats, les confrontations. La meilleure des réponses au terrorisme, c'est le droit, c'est la démocratie, c'est la liberté… »*

Un beau discours immédiatement suivi par un tournant sécuritaire et répressif : 122 000 personnels de sécurité occupent le territoire ; le plan vigipirate niveau attentat permet, d'entourer les quartiers en zone sensible, ce qui laisse supposer que ces quartiers représentent une dangerosité particulièrement élevée pour la sécurité des citoyens ; multiplication des arrestations et gardes à vue, des condamnations, y compris de personnes malades psychiquement… Et au-delà, une remise en cause concrète du droit de manifester, comme à Toulouse par exemple : manifestations sous contrôle policier, centre ville interdit à la contestation, arrestations systématiques dans plusieurs villes et ZAD, et même condamnations à des peines de prison ferme pour certains, dont notre camarade Gaétan.

Et dans le même temps, et sans surprise, le nombre d'actes antisémites et de racismes contre les personnes de confession musulmane ou supposée telle explose… Sur le fond, « l'esprit du 11 janvier », c'est l'unité nationale décrétée par le gouvernement pour faire passer la violence sociale contre nos acquis. Elle ne peut tolérer de contestation sociale et politique, il faut donc criminaliser celle-ci pour la museler.

… Aux mesures d'exception qui deviennent le droit commun

Les dates du passage devant l'Assemblée nationale ont été bien choisies, quelques semaines après une élection qui a consacré la prégnance du FN et des idées populistes et

Un monde à changer

PLOUTOCRATIE. Hillary Clinton vient d'annoncer sa candidature à la présidentielle américaine de 2016. Elle a immédiatement lancé sa campagne pour lever des fonds. Le coût total de sa campagne pourrait osciller entre 2 et 2,5 milliards de dollars. Depuis 2010, tous les mécanismes de contrôle des dépenses électorales ont disparu. L'argent coule donc sans limite, depuis des entreprises privées, des ONG créées pour l'occasion, etc. Et il en est de même à tous les niveaux électoraux : des élections locales aux élections parlementaires nationales. Cela fait des USA une « ploutocratie », une démocratie par et pour les riches.
Pas étonnant qu'une des premières promesses qu'Obama s'est dépêché d'enterrer est celle qui concernait l'élargissement de la possibilité de former des syndicats dans les entreprises. Quant à la hausse du salaire minimal, ce sont les élus qui bloquent les velléités d'Obama de satisfaire partiellement les revendications portées, notamment, par les salariés des fast-foods depuis des mois.
Le mouvement parti des fast-foods s'étend à d'autres activités connues pour leurs bas salaires comme la garde d'enfants, les soins médicaux à domicile, les professeurs auxiliaires ou le personnel d'aéroport. Mercredi 15 avril, des dizaines de milliers de manifestantEs ont protesté dans 236 villes américaines pour de meilleurs salaires et des droits syndicaux. Sur les pancartes, on pouvait lire *« Fight for 15 $ »*, « Battez-vous pour 15 dollars ». 3,13 millions d'employéEs préparent et servent de la nourriture aux États-Unis, gagnant en moyenne 9,19 dollars de l'heure. À New York, le salaire minimum est actuellement de 8,75 dollars de l'heure, et doit passer à 9 dollars l'an prochain, ce qui restera insuffisant pour vivre correctement.
Hillary Clinton veut se présenter comme la candidate des catégories d'Américains qui souffrent le plus de la croissance des inégalités. Il faudra encore bien des manifestations avant qu'elle ne s'en préoccupe vraiment et que la ploutocratie soit ébranlée.

IMPÔTS ET BUDGET Haut les mains, ceci est un hold-up… de richesses !

37 millions de foyers fiscaux viennent de recevoir leur déclaration sur les revenus. Au regard de la politique économique et sociale du gouvernement, c'est l'occasion pour beaucoup d'entre eux de se demander aujourd'hui à quoi servent leurs impôts…

En mai 2014, Valls déclarait : *« Trop d'impôt tue l'impôt, et tue surtout la compétitivité de notre pays »*. Il reprenait ainsi un thème très prisé par la droite, les entreprises, les réacs de tous poils, accentuant l'incompréhension sur le rôle et l'usage. De plus, les scandales d'évasion et de fraude fiscale de ces dernières années confirment que l'égalité devant l'impôt est loin, très loin, d'être une réalité. Sans parler des choix budgétaires des gouvernements successifs…
Dans ce contexte, il est légitime de s'interroger sur ce que fait l'État de notre argent, ou plutôt, à quoi servent les prélèvements obligatoires ? Sur le papier, l'impôt devrait remplir trois grandes fonctions. D'abord assurer la production des biens publics nécessaires au développement et à la cohésion sociale : éducation, recherche, sécurité intérieure et extérieure, santé, protection de l'environnement, infrastructures, etc. Ensuite redistribuer du revenu afin de corriger les inégalités (prestations sociales) ou d'assurer contre un risque social (retraites, assurance maladie, indemnisation du chômage). Enfin, agir sur l'activité économique.

Centre de transfert des richesses… Photothèque Rouge / Milo

Mais les choix budgétaires de ces dernières décennies ont détourné le sens premier de l'impôt, celui de couvrir les « dépenses socialisées » et d'enrayer les inégalités amplifiées par un désengagement de l'État toujours plus important.

Moins de social, plus pour les entreprises

Depuis quelques jours, les conseils municipaux des 36 000 communes sont en train de voter leur budget prévisionnel de 2015 dans un contexte de réduction de la dotation de l'État (11 milliards en moins). Une cure d'austérité sans précédent qui a déjà franchi un seuil symbolique : en 2015, plus de cinquante communes sont purement et simplement privées de dotation générale de fonctionnement. Du coup, d'ores et déjà sont programmés dans de nombreuses villes l'augmentation des impôts locaux, du prix des cantines scolaires, l'arrêt des subventions à de nombreuses associations culturelles et sociales, l'arrêt des subventions aux transports scolaires, sans oublier les suppressions massives d'emplois dépendant de la municipalité…
Une politique qui amplifie le fameux « ras-le-bol fiscal » et l'incompréhension du système. L'État réduit donc la dotation aux communes et à l'ensemble des collectivités locales, asphyxiées, comme il réduit les dépenses de fonctionnement des services publics nationaux, diminue le nombre de fonctionnaires, coupe dans tous les budgets sociaux… Et il le fait pour la même raison : convertir l'argent public, l'argent des contribuables, en cadeaux fiscaux aux entreprises et aux plus riches : CICE, Pacte de responsabilité… Et c'est loin d'être terminé puisque le gouvernement vient d'annoncer 5 milliards d'économies supplémentaires pour 2016 !
Quelles soient de gauche ou de droite, les politiques budgétaires ont accentué les inégalités sociales en mettant en œuvre une répartition des richesses pour une minorité, et non pour la collectivité. Pour plus d'égalité, un bouleversement complet, radical, de la fiscalité serait nécessaire, en privilégiant les impôts directs et la progressivité de l'impôt, et en taxant réellement le capital mais aussi le patrimoine. Mais une telle politique doit s'inscrire dans le cadre d'une rupture avec le capitalisme, car une fiscalité vraiment juste est un rêve dans un système fondé sur l'injustice et l'exploitation. Et plus que jamais, le refus de l'austérité et la mise en œuvre d'une autre orientation exigent un vaste mouvement social, unitaire et déterminé.
Sandra Demarcq

xénophobes, dans un climat où le risque d'attentat est présenté comme le cataclysme majeur. Débattue en procédure d'urgence, elle n'a réuni que 50 députés dans l'hémicycle, et les rares députés récalcitrants ont été sommés de filer doux par un Valls plus péremptoire que jamais : *« certains députés ont le sens de l'État, d'autres un peu moins par moments »*…
Censée lutter contre le terrorisme tout comme une partie des 25 lois sécuritaires votées depuis 15 ans, cette loi est avant tout liberticide. Elle légalise et multiplie des méthodes dignes de barbouzes. Contre les 3 000 personnes plus ou moins suspectées (?) de tentation terroriste, ainsi que leurs famille, amis et voisins, tous les moyens de flicage deviennent légaux : écoutes au domicile ; géolocalisation par pose de valisettes sous les véhicules ; installation de boîtes noires chez les opérateurs et hébergeurs de site munies d'algorithmes chargés de détecter des comportements atypiques de la population mais typiques des terroristes (!) ; pose de fausses antennes relais capables de capter toutes les conversations des habitants sur un rayon de 500 m. Tout cela sans aucun mandat judiciaire, tout ce pouvoir d'espionnage étant entre les mains du Premier ministre : une véritable fusion des différents pouvoirs, sans possibilité de mise en œuvre de contre-pouvoirs. Un État qui écoute secrètement tout le monde est bien un État policier.
La loi est étendue à des champs tellement vastes que son domaine est quasi illimité : la politique étrangère, les intérêts économiques et industriels de la France, la prévention des violences collectives pouvant remettre en cause la paix publique… Le secret défense va continuer de protéger les OPEX (les « opérations extérieures », l'autre nom de la guerre…), ainsi que les barons de l'industrie et leurs actionnaires, car ce qui est vraiment attaqué par ce projet, ce sont bien nos droits fondamentaux à une vie privée et à la protection de nos données, à la critique et à la manifestation, bref à la contestation, à la rébellion.
Contre ce gouvernement liberticide, mobilisation !
Roseline Vachetta

Le chiffre
2,3 millions

2,3 millions de femmes et d'hommes succombent tous les ans dans le monde entier à des accidents du travail ou à des maladies professionnelles.

Source : rapport sur le travail toxique, Confédération syndicale internationale – http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/ituc_factsheet28april_fr.pdf

Agenda

Samedi 25 avril, réunion contre la loi de santé, Paris. Organisé par le collectif Notre santé en danger, de 10 h à 17 h 30 à la Maison des Métallos, 94 rue Jean-Pierre Timbaud, Paris 11e (métro Couronnes).

Mardi 28 avril, rencontres de La Brèche, Paris. Présentation du livre *En découdre. Comment les ouvrières ont révolutionné le travail et la société* avec son auteur, Fanny Gallot, à 19 h à la librairie.

Mercredi 29 avril, réunion publique du NPA, Angoulême. *« Après le 9 avril, construire la riposte contre le patronat et gouvernement »* avec Philippe Poutou, à 19 h à la M.J.C. Rives-de-Charente, 5 chemin du Halage.

À SUIVRE SUR www.npa2009.org

NO COMMENT

Imaginons une minute que des terroristes aient conquis la Belgique et projettent de faire disparaître la France en tirant des roquettes sur Lille, Maubeuge, Tourcoing, Metz, Nancy… Que doit faire l'État ? Déplorer que les pauvres terroristes qui leur tirent dessus n'arrivent pas à conquérir le territoire qu'ils convoitent et trouvent normal de voir des roquettes tomber sur des bâtiments civils ?

Philippe Val dans son dernier livre *Malaise dans l'inculture*, à propos des bombardements israéliens sur la bande de Gaza à l'été 2014…

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction : 01 48 70 42 27 redaction@npa2009.org
Diffusion : 01 48 70 42 31 diffusion.presse@npa2009.org
Administration : 01 48 70 42 28 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Numéro ISSN : 2269-3696
Commission paritaire : 0419 P 11508
Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans).
Tirage : 6 500 exemplaires
Gérant et directeur de publication : Ross Harrold
Secrétaire de rédaction : Manu Bichindaritz
Maquette : Ambre Bragard
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois Tél. : 01 48 70 42 22 Fax : 01 48 59 23 28 Mail: rotoimp@wanadoo.fr
IMPRIM'VERT®

UMP Le Game of Thrones de la droite

La bataille interne continue à l'UMP. Elle avait commencé sur le terrain juridique, elle continue sur le positionnement par rapport au FN.

Dès la sortie de la présidentielle de 2012, Fillon avait tenté de mettre en cause Sarkozy dans l'affaire du paiement par l'UMP de l'amende concernant le dépassement du plafond des dépenses autorisées pendant la campagne. À cela, Sarkozy a récemment répondu : *« La récré est finie. Les élections primaires ont été annoncées, mon nouveau parti va être lancé. La machine est en marche. Jusqu'à maintenant, j'ai fait le gentil, maintenant, je ne vais plus laisser respirer mes concurrents. »*...

Comment concurrencer le FN ?

La direction nationale de l'UMP, qui reste le représentant politique principal de la bourgeoisie française, perçoit le FN comme un danger. En effet, le grand patronat refuse la remise en cause de l'Union européenne et de l'Euro. De plus, si nous savons que le FN est en réalité au service du grand patronat, il est insupportable pour l'UMP et la bourgeoisie qu'il parle de revaloriser le Smic.

De plus, les anciens chiraquiens que sont Fillon, Bertrand et le principal, Alain Juppé, appellent à voter PS contre le FN, alors que le clan Sarkozy défend un *« ni PS ni FN »*. Ce positionnement est en réalité un appel à l'électorat le plus réactionnaire : Sarkozy compare le programme du FN à celui de Mélenchon, déclare comprendre ceux qui veulent *« rester Français en France »*, se positionne contre les *« repas de substitution »* à la cantine, indique que voter FN est respectable et qu'il faut faire barrage au PS au second tour.

Et Laurent Wauquiez de surfer sur les préjugés réactionnaire en accusant Taubira d'être responsable de l'assassinat de Calais, *« mêlant confusion et purs bobards »* [1], tandis que Brice Hortefeux conclut de la mort des 800 migrantEs qu'il faut renforcer la répression contre l'immigration...

Un partage des rôles ?

Au sein de l'UMP, on garde cependant un accord profond sur les politiques antisociales : en finir avec les 35 heures, le statut de la fonction publique (sauf dans la police et l'armée...), la suppression de l'impôt sur la fortune... À tel point que les divergences ressemblent finalement à un partage des rôles. Juppé et Fillon regardent vers l'UDI et les déçus du PS, tandis que Sarkozy drague les électeurs du FN. La primaire pour la désignation du candidat en 2017 aura alors pour rôle de trancher le point d'équilibre et de rassembler toute la droite. La modique cotisation de deux euros pour y participer permettra aussi d'élargir la sphère d'influence.

Le changement de nom du parti en « Les Républicains » a également cet objectif, augmenter l'influence. La référence aux Républicains étatsuniens n'y est pas neutre, primaire et changement de nom ont pour objectif de renouer avec le bipartisme. C'est d'ailleurs un des arguments : abandonner le nom UMP permettrait d'après Sarkozy de retirer des armes au FN lorsqu'il dénonce l'UMPS. Et Sarkozy de surfer sur l'union nationale : *« Quand j'étais président de la République, je n'aurais pas dû parler d'identité nationale mais dire que je voulais défendre les valeurs de la République »*. Reste à savoir si tout cela permettra à Sarkozy d'éviter deux difficultés : faire oublier sa politique désastreuse, ses attaques systématiques contre les travailleurs ; faire croire que l'on a maintenant la solution à la crise économique, politique et sociale, alors qu'on a eu tous les pouvoirs pendant cinq ans et que la situation de la grande majorité de la population s'est dégradée...

Antoine Larrache

1– http://www.liberation.fr/politiques/2015/04/17/meurtre-de-calais-la-derive-de-laurent-wauquiez_1245965

REPRÉSENTATION DU PERSONNEL

Du conquis, faisons table rase !

Présenté au Conseil des ministres ce mercredi, le projet de loi relatif au dialogue social, qui fait suite à l'échec de la négociation interprofessionnelle sur ce thème, était censé opérer une conciliation entre revendications syndicales et patronales. Mais, avec ce gouvernement au service des puissants et en guerre contre les classes populaires, il n'est pas difficile de voir de quel côté penche la balance...

Une représentation en toc dans les TPE

Présentée comme l'avancée sociale majeure du texte, la loi instaure des commissions paritaires interprofessionnelles pour les entreprises de moins de 11 salariéEs dépourvues de représentation du personnel, dans les futures treize grandes régions. Rien de satisfaisant dans cette mesure hormis le fait que les représentantEs syndicaux qui y siégeront seront élus par les travailleurs concernés lors de l'élection TPE de 2017 : en effet, l'article prévoit expressément que *« les membres de la commission n'ont, pour l'exercice de leurs fonctions, pas accès aux locaux des entreprises »*, là où il aurait fallu, par exemple, étendre les prérogatives des conseillerEs du salarié qui y interviennent déjà lors des entretiens de rupture.

Un marché de DUP

Le peu qui est donné d'une main est vite repris de l'autre : ainsi, le seuil maximal de mise en place de la Délégation unique du personnel (DUP), qui peut regrouper comité d'entreprise (CE) et déléguéEs du personnel dans les entreprises de 50 à 200 salariéEs, est porté à 300. Surtout, le CHSCT, obligatoire à partir de 50, en fera désormais partie. Avec trois casquettes à porter plutôt qu'une et un nombre de représentantEs diminué d'un tiers, il y a fort à parier que, pour ces supers-éluEs, les questions économiques prendront le dessus sur celles relatives à la santé au travail. À défaut de sa suppression pure et simple, l'objectif d'amoindrissement du CHSCT poursuivi par le patronat, est rempli, y compris en permettant, dans les grandes entreprises, son rapprochement avec tout ou partie des autres instances par voie d'accord majoritaire.

La détermination du nombre d'éluEs et des heures de délégation de cette DUP étendue sont renvoyés à des décrets : les syndicats, même les plus réformistes, accepteront-ils de signer ce chèque en blanc ? Plus encore, dans le cadre de la « rationalisation » des procédures d'information-consultation du CE (passage de 17 à 3 par an), une consultation ainsi qu'une expertise commune avec le CHSCT est instaurée.

Partenaires ou adversaires sociaux ?

Il sera aussi possible de négocier la périodicité des négociations, la négociation annuelle obligatoire pourra ainsi se tenir non plus chaque année mais... tous les trois ans ! La modération salariale, dictée par Bruxelles, est ainsi encouragée tout comme le développement de la négociation d'entreprise, y compris en l'absence de délégué syndical, avec le but avoué de faire du code du travail une simple référence supplétive sur lequel l'accord l'emporterait.

La lutte contre la discrimination antisyndicale est abordée de manière prude là ou une politique ambitieuse serait de transposer les préconisations de l'observatoire contre la discrimination et la répression antisyndicale [1] : *« L'engagement syndical ou dans un mandat de représentant du personnel est aujourd'hui trop souvent perçu par les salariés comme une source de discrimination ou, à tout le mois, de frein à la carrière. »*

Rien sur la responsabilité des patrons pour qui Macron, dans le même temps, amoindrit la portée du délit d'entrave au fonctionnement des instances représentatives du personnel ! Tout juste est-il prévu l'instauration d'un mécanisme garantissant à ceux dont les heures de délégation représentent au moins 30 % de leur temps de travail une augmentation en cours de mandat au moins égale à la moyenne des augmentations individuelles.

À noter que ce texte prévoit aussi la création d'une prime d'activité, fusion de celle pour l'emploi et du RSA, soit le maintien d'une classe de travailleurs pauvres, et prétend sanctuariser le régime de l'intermittence au risque de l'isoler du régime général de l'assurance chômage et donc de la solidarité interprofessionnelle. Il devrait être débattu avant cet été à l'Assemblée nationale sauf accélération de la crise du PS lors de son congrès. Au même titre que la loi Macron dont la partie relative à la médecine du travail devrait finalement être reprise, exigeons-en le retrait !

LD

1– http://observatoire-repression-syndicale.org

HOLLANDE Derrière le charisme d'un flan, une politique toujours anti-sociale !

On n'attendait rien de l'intervention présidentielle sur Canal plus dimanche dernier. Sans surprise, Hollande a été soporifique sur la forme et s'est même emmêlé les pinceaux sur les minables polémiques qu'il a lui-même suscité, comme la comparaison de Marine Le Pen à un tract du PCF des années 70...

Le PCF des années 70 aurait voulu comme le FN la fermeture des frontières, alors que le Pas-de-Calais est limitrophe avec la Belgique... Allez comprendre la démonstration si ce n'est de faire croire que les extrêmes se rejoignent, tout en balayant d'un revers de mains la responsabilité majeure du Parti socialiste. Ce PS qui, de décennies en décennies, avec au demeurant des alliances avec le PCF, a mené une politique de liquidation des acquis des travailleurEs et fait monter le FN !

Une président qui sait faire rêver les jeunes... DR

La vérité des prix, une politique au service des patrons

Donc, Hollande s'intéresse aux jeunes. Tellement, qu'après leur avoir dit que l'éducation était une priorité, sans jamais avoir restitué les 80 000 postes d'enseignantEs supprimés sous Sarkozy, il sévit maintenant dans l'apprentissage et les stages. Plutôt que de généraliser le CDI et de passer le Smic et tous les minima sociaux à 1700 euros net, Hollande propose aux jeunes de moins de 25 ans, qui enchaînent petits boulots, intérim, temps partiels, de le faire la bouche en cœur car ils auront désormais une prime pour être pressés comme des citrons. Les petits patrons peuvent, eux, jubiler : ils seront exonérés de charges contre l'embauche d'apprentiEs. Mieux même, ils toucheront 1000 euros par apprenti !

Ces annonces s'accompagnent d'une préparation de nos esprits à la fin définitive du CDI dans une future loi. Car le problème d'Hollande est le même que celui des patrons : le CDI et les entraves au licenciement. Il propose donc que les CDD se transforment plus rapidement en CDI... à condition que l'employeur sache qu'il est plus facile de licencier grâce à des procédures plus courtes aux Prud'hommes et des indemnités fixées par avance ! Un kit pour licencier tranquillement, avec procédures accélérées pour que les salariéEs n'aient pas le temps de s'organiser...

Lois liberticides, racistes et guerres

Dans ce contexte, la loi sur le renseignement s'inscrit dans une volonté de mettre au pas la majorité d'entre nous. De la même façon que la délation au procureur d'élèves qui changeraient de comportement et donc seraient peut-être sous l'emprise de la propagande djihadiste, cette loi n'est qu'un instrument supplémentaire pour mettre au pas les élèves et salariéEs récalcitrants face à ce système qui les exploite et les opprime.

Enfin, cette loi porte en elle la volonté de semer la peur parmi la population. C'est pourtant de ce gouvernement dont la majorité d'entre nous devraient avoir peur. C'est ce gouvernement qui aujourd'hui mène la guerre sur plusieurs fronts : il accuse les passeurs sur des bateaux miteux de terrorisme, alors que lui-même est un des architectes de cette Europe forteresse qui ouvre grand ses frontières aux capitaux mais les ferme aux personnes, qui laisse dans la clandestinité celles et ceux qu'elle chasse jour après jour de leur terre, par les guerres, la misère et la faim. Plus que jamais, il est temps d'en finir avec ce gouvernement. Et pour Hollande, visiblement porté sur le souvenir des années 70, c'est bien un nouveau Mai 68 qu'il mériterait !

Denise Sarraute

TURQUIE Consensus négationniste et brèches internationalistes

« Le centenaire de ce dont on ne peut pas parler ». C'est ainsi qu'a dû être intitulée la conférence organisée la semaine dernière par la prestigieuse Université de Bogazici (Istanbul), le terme de « génocide » ayant dû être retiré du titre initialement prévu…

Un événement qui résume bien le caractère tabou de ce mot, cent ans après les massacres subis par le peuple arménien dans le cadre du projet d'extermination orchestré par le Parti Union et Progrès dirigeant l'Empire ottoman.

À Erevan le 23 avril 2013, des Arméniens brûlant le drapeau turc pour demander la reconnaissance du génocide. DR

À gauche, le génocide de plus en plus reconnu

Pourtant la revendication de la reconnaissance de la réalité du génocide arménien par l'État turc est affirmée de façon de plus en plus forte par diverses associations et groupes de gauche. De plus, des commémorations avec participation de plusieurs centaines de personnes sont réalisées depuis près de cinq ans, notamment sur la place Taksim au centre-ville d'Istanbul. Ajoutons aussi que pour la première fois, une réunion à la mémoire des vingt révolutionnaires arméniens du parti Hentchak exécutés en juin 1915 a eu lieu en 2013 lors de la révolte de Gezi. Fait symbolique mais important, le nom de l'un d'eux, Paramaz, fut adopté comme pseudonyme par un jeune révolutionnaire turc (Suphi Nejat Agirnasli), combattant volontaire à Kobané qui tomba lors d'une attaque de Daesh.

De plus, le travail patient de Hrant Dink, journaliste et intellectuel arménien assassiné en 2007, dans le cadre de la revue qu'il dirigeait (*Agos*), ainsi que de nombreuses publications d'ouvrages concernant 1915 et la question arménienne (notamment ceux de Dadrian, Kevorkian, Ter Minassian…) ont fortement contribué à engager le débat sur la revendication de reconnaissance du génocide et à rendre publics les problèmes des Arméniens en Turquie.

Un État négationniste

Du côté de l'État turc, l'attitude concernant le déni du génocide ne change pas. Le fait que l'année dernière, l'ancien Premier ministre Erdogan ait présenté ses condoléances aux « petits enfants » des Arméniens ayant perdu leur vie en 1915 et affirmé que c'est un devoir de commémorer leur souffrance est bien sûr une première et représente un acte important… mais qui s'arrête au seuil de l'usage du « mot » et donc de la reconnaissance du véritable caractère des massacres.

Mais le comportement et les discours du l'actuel président de la République Erdogan et du gouvernement (qui lui est totalement inféodé), face au terme de « génocide » prononcé par le Pape François et la résolution adoptée par le Parlement européen reconnaissant le caractère génocidaire des actes meurtriers de 1915, dévoilent bien le fait que les condoléances de 2014 n'avaient d'autre but que de tenter de séduire les gouvernements européens et l'Union européenne à la veille du centenaire.

La nouvelle stratégie de l'AKP réside maintenant dans la redéfinition de la signification historique de l'année 2015, présentée comme le centenaire de la bataille des Dardanelles où les peuples musulmans de l'Empire ottoman auraient affronté les envahisseurs, transformant ainsi une séquence de la Première Guerre mondiale en récit héroïque anti-impérialiste, rendant ainsi obscure l'alliance de l'État ottoman avec les empires allemand et austro-hongrois. Et le fait que la date choisie pour la cérémonie officielle de la commémoration de cette bataille coïncide avec celle du génocide (24 avril) relève d'une ruse médiocre, même pour les cadres de l'AKP…

Une bataille internationaliste à mener

Le négationnisme n'est pas l'apanage de l'AKP et constitue aussi la principale ligne rouge inviolable des principaux adversaires de ce dernier, à savoir l'extrême droite (naturellement) et le centre gauche kémaliste-laïciste. Le Président du parti kémaliste CHP, principal parti d'opposition au Parlement, a même mentionné la possibilité de rédiger un texte en commun avec l'AKP concernant la résolution du Parlement européen, ce qui serait inconcevable sur tout autre sujet. Seul le Parti démocratique des peuples (HDP lié au mouvement kurde) échappe à ce consensus et n'hésite pas à utiliser le mot « génocide », à déposer des propositions de lois appelant l'État à s'excuser officiellement pour les actes de 1915, voire même à reconnaître le rôle des Kurdes dans les pillages et les massacres.

Même si une partie importante de la gauche révolutionnaire préfère toujours se prononcer prudemment sur cette question épineuse (ou ne pas s'y frotter du tout), il est incontestable que la reconnaissance du génocide est ou devrait être un enjeu crucial pour tout courant internationaliste porteur d'un projet d'émancipation sociale. Ce n'est qu'en reconstruisant l'histoire du point de vue des vaincus d'hier, en se remémorant l'image de ces *« ancêtres asservis »* dont parlait Walter Benjamin qu'il sera possible de construire un avenir libre de tout rapport de domination, où le champ des possibles n'inclura plus la barbarie.

D'Istanbul, Uraz Aydin

NIGERIA Changement politique ?

C'est un double soulagement qui prévaut au Nigeria. En effet, les élections se sont déroulées sans flambée de violence, et Goodluck Jonathan, le président en exercice, a été battu.

Avec un score de 54 % des voix, Muhammadu Buhari a remporté une large victoire confirmée lors des élections gouvernatoriales, où son organisation, l'APC (All Progressives Congress), gagne 21 États sur les 36 que compte la fédération du Nigeria. Malgré les menaces de Boko Haram et les nombreux incidents techniques qui ont émaillé le scrutin, les Nigérians se sont massivement mobilisés pour mettre fin à quinze années du pouvoir du People's Democratic Party (PDP).

Le changement, c'est maintenant… DR

Des dirigeants discrédités

Si le FMI et la Banque mondiale ferment les yeux sur la corruption et la dilapidation des ressources du pays par le clan gouvernemental, en revanche ils ont exigé la fin des subventions à l'énergie, qui mécaniquement ont fait augmenter les prix du transport et des produits de premières nécessité pour la population. Le chômage est endémique et les services publics sont délabrés.

La lutte contre Boko Haram est un exemple tragique de la politique délétère du gouvernement. Dans un premier temps, sous prétexte de lutte contre la secte islamique, l'armée nigériane passait l'essentiel de son temps à attaquer les populations et à exécuter les jeunes soupçonnés d'en être membres, ce qui n'a fait que renforcer la base sociale du groupe djihadiste. Puis, considérant que Boko Haram était un problème du nord du pays, le gouvernement s'est progressivement désintéressé de cette affaire. C'est seulement trois semaines après, lorsque la mobilisation internationale contre l'enlèvement des jeunes filles de Chibok étaient à son fait, que Goodluck a daigné faire une déclaration… et sa seule action fut d'emprisonner les activistes de l'organisation BringBackOurGirls.

Boko Haram a mis en lumière aussi l'état de délabrement de l'armée nigériane qui pourtant bénéficie de 40 % du budget national. Mais ces sommes sont détournées par les officiers supérieurs qui laissent sans munition les hommes de rangs face aux djihadistes. Pour se dédouaner, les autorités ont fait comparaître devant les tribunaux pour mutinerie des soldats qui ont fui. Ils risquent la peine de mort.

Buhari, un espoir sans fondement

Dans cette situation des plus chaotiques, Buhari s'est présenté comme l'homme de la situation, intègre et capable de restaurer l'ordre.

L'intégrité de cet ancien putschiste, qui a mené deux coups d'État, est des plus discutables. Lors de son bref passage au pouvoir, il a fermé les yeux sur les évasions de capitaux de certains dignitaires. Quant à l'ordre, sa conception bien particulière se confond avec de nombreuses violations des droits humains : il a écrasé dans le sang des révoltes islamistes et emprisonné nombre de militants des droits de l'homme ainsi que des syndicalistes.

Son projet économique est teinté de nationalisme, au moins dans les discours, mais ne se différencie guère de celui de son prédécesseur. Son mentor en économie est Bola Ahmed Tinubu, l'ancien directeur de la branche nigériane de la multinationale Mobil Oil et un des hommes les plus riches du pays.

La volonté d'un changement politique qui s'est manifestée dans ce pays peut être une opportunité pour les forces progressistes qui, malgré leur faiblesse, peuvent s'appuyer sur un mouvement syndical puissant pour défendre les droits économique et sociaux des populations et à terme construire une alternative.

Paul Martial

INDE Ambition et crises en rafale…

Le Premier ministre indien a fait sa tournée en Europe et au Canada où il a tenté de représenter dignement l'image d'un pays émergent.

Selon *les Échos*, Narendra Modi a signé pas moins de 17 accords lors de sa visite en France, dans des domaines comme le nucléaire, le ferroviaire, le spatial, la culture, l'environnement et le tourisme. La plupart de ces accords, sans traduction économique immédiate, recouvrent d'énormes enjeux, comme par exemple les études pour la construction de réacteurs EPR sur le site de Jaitapur avec Areva qui va de pair avec l'achat d'uranium au Canada.

Un VRP et son client en pleine action… DR

La presse française a principalement retenu l'achat de 36 avions Rafale à Dassault. Au sein même du BJP, le parti de la droite nationaliste hindouiste, des voix se sont élevées contre le projet d'achat de Rafale sans transfert de technologies. Ces avions devaient être assemblés en Inde. Même si cela semble aller à l'encontre du programme de « Fabriquer en Inde » promis par Modi, il s'agit sans doute d'un pragmatisme pour obtenir des avions à court terme.

Les pays asiatiques se sont lancés dans une course à l'armement et continuent de développer leurs capacités militaires. L'Inde n'est pas en reste. Ses relations sont tendues avec ses voisins : le Pakistan sur le problème du Cachemire et du terrorisme, la Chine avec l'accès à l'eau de l'Himalaya et la construction de barrages sur le Brahmapoutre. L'armée de l'air indienne aurait un « besoin opérationnel crucial ». Le budget de l'équipement représente 38 % des 37,4 milliards d'euros du budget annuel militaire pour 2015/16, soit 1,8 % du PIB de l'Inde. Au cours des 10 prochaines années, ses dépenses dans la défense et les infrastructures devraient atteindre 1 875 milliards d'euros.

La croissance indienne et ses ratés

Alors que la croissance dans le monde est estimée à 3,5 % pour cette année, celle de l'Inde serait créditée de 8 %. Le Fonds monétaire international a salué le projet de budget 2015/16 du gouvernement indien, y trouvant un « bon équilibre » entre croissance et finances publiques. Le gouvernement indien a promis d'alléger les contraintes bureaucratiques pour les industriels, une réforme du travail et une augmentation des plafonds de participation par les groupes étrangers dans la défense, l'assurance et la construction.

Le secteur informel et non salarié représente plus de 85 % du marché du travail en Inde. Le droit du travail et la protection sociale ne concernent qu'une faible minorité de la population active, composée de salariéEs des grandes entreprises et d'agentEs publics. C'est donc le secteur organisé que la réforme du travail vise, afin de donner des gages aux industriels, notamment sur les facilités de licenciement.

Pour accélérer le développement des villes, des routes et des couloirs industriels et d'usine, le gouvernement veut réviser les lois d'acquisition foncière. Parmi les paysans pauvres, le mécontentement monte, en particulier à cause de la désespérance et des suicides parmi les petits cultivateurs qui ont augmenté dans différents États. Les paysans sont pressés par le prix des semences, la réduction des subventions et de l'investissement publics dans les zones rurales. La récolte des premiers mois a été gâchée par des pluies exceptionnelles. Même de riches fermiers et partisans de Modi demandent le retrait du projet de loi d'acquisition de la terre en discussion cette semaine.

L'envers du décor de « l'Inde qui brille »…

Christine Schneider

FRONT NATIONAL: PLUS QUE JAMAIS L'ENNEMI DES CLASSES POPULAIRES

DR

Psychodrame familial ou mue stratégique ?

À nouveau, un « psychodrame » secoue le principal parti de l'extrême droite française…

Certains observateurs et observatrices comparent la situation actuelle au sein du FN avec la lutte qui a opposé Jean-Marie Le Pen à Bruno Mégret, à la fin des années 1990. Ils et elles considèrent d'ailleurs souvent que Marine Le Pen ferait aujourd'hui *« du mégrétisme sans Mégret »*, se heurtant donc à son père sur les mêmes bases que l'ancien numéro deux du parti.
Certains traits sont en effet communs aux deux situations. Sur d'autres points, celles-ci se distinguent cependant assez fortement. Et surtout, il ne faut pas compter sur l'idée que la crise qui secoue actuellement le FN produise le même résultat que l'*« affaire Mégret »* à l'époque. Une affaire qui, elle, avait conduit à une scission dévastatrice pour le FN.

Une stratégie nouvelle

Cette scission allait plomber son implantation militante pendant plusieurs années, pour l'essentiel jusqu'à l'arrivée de Marine Le Pen à la présidence du parti en janvier 2011. La reconstruction d'un véritable appareil militant, existant en dehors des périodes d'apparition électorale, n'a véritablement commencé qu'à ce moment-là. Auparavant, le FN des années 2000 à 2010 était souvent secoué par des crises liées au caractère exsangue du corps militant. Que l'on se rappelle de la bagarre entre Jean-Marie Le Pen et Jacques Bompard, le maire d'Orange, ou celle qui l'opposa à la militante de la première heure Marie-France Stirbois…
Aujourd'hui, la situation conflictuelle au FN diffère sur plusieurs points. Tout d'abord, si elle partage plusieurs points de l'approche Mégret (dont le refus d'afficher des références trop claires à la période de la Seconde Guerre mondiale), l'actuelle présidente du FN ne préconise néanmoins pas d'alliance avec la droite classique. Sa stratégie se situe quelque part entre celle de Mégret à l'époque, et celle du père.
Ce dernier s'est toujours désintéressé des alliances politiques (à droite) que Mégret croyait nécessaires pour participer au pouvoir. Jean-Marie Le Pen, lui, rêvait toujours que le peuple allait appeler son sauveur – l'homme providentiel – au moment d'une catastrophe nationale profonde. Il suffisait donc d'attendre le bon moment. Marine Le Pen ne partage pas cette vision mystifiante. Elle est favorable à une stratégie de construction patiente, à prédominante électorale, mais elle ne pratique pas non plus la politique d'alliances affirmée qui était celle des mégrétistes.

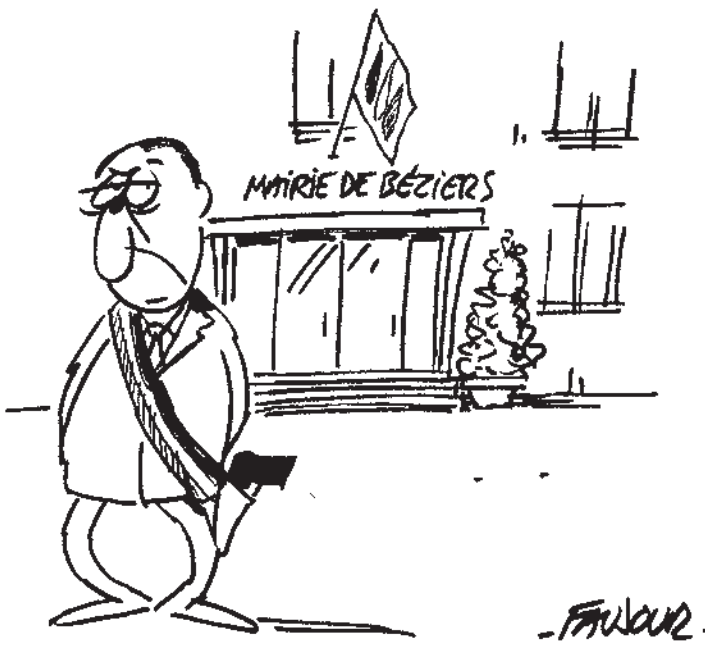
« La pièce rapportée »

Et surtout, Marine Le Pen fait partie de la cellule familiale de Jean-Marie Le Pen… à la différence de Bruno Mégret, que Le Pen a toujours vu comme un arriviste et un intrus illégitime dans la sphère dirigeante. Le vieux fondateur du FN avait accepté de transférer le pouvoir à Marine Le Pen. Ainsi, Marine Le Pen a été officiellement investie de la « légitimité » politique par son père. De façon certes formelle et en croyant garder la réalité du pouvoir pour lui. Mais il est improbable qu'aujourd'hui, Jean-Marie Le Pen aille jusqu'à accepter de casser son propre parti, ce qu'il avait fait (de facto) à l'automne 1998.
La faiblesse du dispositif « mariniste » consiste en la présence de Florian Philippot, actuel vice-président du FN. Arrivé du chevènementisme, Marine Le Pen l'avait surtout promu parce que son mélange de discours se voulant « social » (et critique de l'Union européenne) et d'héritage très « républicain » lui semblait intéressant pour l'affichage. Mais aux yeux de Jean-Marie Le Pen et d'autres, Philippot est surtout *« une pièce rapportée »* (dixit le vieux fondateur du FN dans *Rivarol*), n'ayant aucun lien historique avec *« la famille »*.
Et depuis que Philippot a publiquement revendiqué l'exclusion de Jean-Marie Le Pen, tout en déclarant ne jamais avoir voté pour le FN tant qu'il était représenté par ce dernier, il agace bon nombre de militantEs au sein du parti.

Bertold du Ryon

Parti conservateur ou d'« extrême gauche » ?

Une des forces stratégiques du FN et à la fois une de ses faiblesses, constitue son discours prétendument « social ».



Cette composante de son profil politico-idéologique peut constituer un atout dans certaines circonstances. C'est le cas, soit quand la droite bourgeoise et conservatrice accepte la présence du FN à ses côtés (tout en lui déléguant ce champ sémantique), soit quand la droite classique est suffisamment affaiblie pour que le FN puisse prétendre à être *« la première force de droite »*.

Démagogie électorale

À titre d'exemple, pour le premier cas de figure : quand le parti d'extrême droite avait lancé au printemps 1996 des listes pour les élections aux représentantEs des locataires dans les offices HLM, cette démarche avait été ouvertement louée par *le Figaro*. Ce journal, jouant alors clairement le rôle de *Pravda* de la droite (classique), expliqua ainsi à ses lecteurs et lectrices début juin 1996 que le FN était capable d'investir des lieux et des couches sociales que la droite libérale ne pouvait pas atteindre. C'était bien l'expression du point de vue d'une certaine droite.
Dans d'autres circonstances, c'était le recul de la droite libérale qui permettait au FN de se présenter comme le représentant de la *« vraie »* droite, incarnant à la fois ses composantes *« nationale »* mais aussi *« populaire »*. Or, aujourd'hui, la remontée de l'UMP – très visible aux dernières élections départementales – lui cause un problème stratégique. Pour réellement prétendre à des positions de pouvoir institutionnelles, le FN doit pouvoir être capable de former des majorités. Et sans l'électorat de droite, cela semble difficile, voire impossible, sauf situation exceptionnelle.
Or, quand l'UMP se situe devant l'extrême droite, cela met le FN devant un dilemme sérieux. Soit il continue de miser avant tout sur la démagogie sociale, mais il se heurte alors nécessairement à une droite qui continue à s'affirmer libérale. Soit il met de l'eau dans le vin de son discours se voulant anti-libéral, mais il abandonne alors des pans entiers de sa stratégie. En attendant, Sarkozy l'attaque pour avoir soi-disant *« un programme économique similaire à celui de Jean-Luc Mélenchon, de l'extrême gauche »*…

Les ambitions de pouvoir

La ligne se voulant *« sociale »* est aujourd'hui mise en cause à l'intérieur du parti. Jean-Marie Le Pen lui-même a publiquement considéré, dans son interview à *Rivarol* (9 avril), que la direction du FN était allée trop loin dans ses emprunts discursifs à la gauche. Ainsi, il a pris exemple sur le programme en matière de retraites.
Jusqu'en 2010, le FN se prononçait clairement pour une augmentation de l'âge du départ à la retraite (à 65 ans), plus l'introduction d'une logique de capitalisation au lieu du système de répartition. Or, pour faire du mimétisme vis-à-vis du mouvement social sur les retraites de 2010, Marine Le Pen a alors rapidement viré de bord. Soudainement elle a affiché l'objectif de garder la retraite à 60 ans. Bel exemple de démagogie, fondée non pas sur la réflexion à l'intérieur du parti, mais sur la recherche de parts de marché électoraux… Sauf qu'aujourd'hui, Jean-Marie Le Pen, mais aussi la députée Marion Maréchal-Le Pen remettent en cause cette stratégie. Eux souhaitent prendre en compte davantage les intérêts des petits patrons…
Le vernis « social » a aussi craqué au cours de la campagne pour les élections départementales. Dans de nombreux endroits, le FN a ainsi prioritairement fait campagne contre les dépenses sociales des départements sous l'angle de l'« abus » et de la « fraude ». La chasse à la « fraude au RSA » constituait aussi un point central de la « charte » du FN, proposée à d'éventuels alliés dans les départementales.

Bertold du Ryon

Retour su

Bruno Mégret, né en 1949, est aujourd'hui retiré de la vie politique active…

Jeune ingénieur multidiplômé – Polytechnique, Berkeley –, il s'était « engagé en politique » à travers des cercles intellectuels ultra-élitistes, qui revendiquaient le qualificatif de « Nouvelle Droite ». Ce fut d'abord le « Club de l'Horloge », issu du GRECE d'Alain de Benoist, avec lequel il partage certains fondamentaux idéologiques. Mais à la différence du GRECE, le Club de l'Horloge entend militer en descendant dans l'arène de la realpolitik. C'est ainsi que Bruno Mégret se retrouve membre de la direction du RPR, à partir de 1979 – parrainé par Charles Pasqua – et candidat aux législatives de 1981. Mais après la défaite de la droite contre François Mitterrand, il cherchera d'autres horizons politiques, et intégrera le FN en 1985, FN dont il deviendra rapidement l'idéologue en chef.
La « vieille garde » du FN qui entoure alors Jean-Marie Le Pen

Nationali racisme,

Le psychodrame familial qui une étape nouvelle dans la « s'affiche une nouvelle fois l'a

Ce petit monde fait mine de s'indigner des propos du patriarche tout en jouant sur deux tableaux : prendre des distances avec un passé, le leur, encombrant sur le chemin de leurs ambitions, tout en assumant de fait et dans la pratique leur propre continuité. Une façon de faire à laquelle l'extrême droite est rompue : dire une chose pour donner le change en en faisant une autre…

Raciste, antisémite comme antimusulman

En répétant que les chambres à gaz sont un *« point de détail »* de la Seconde Guerre mondiale, Jean-Marie Le Pen affiche à nouveau son antisémitisme. Le cynisme des propos oblige Marine Le Pen et ses amis à se démarquer. Cela ne signifie en rien qu'elle rompt avec l'antisémitisme. D'ailleurs, dans un entretien au *Figaro* où elle répond à son père, elle se garde bien de définir sa propre opinion de Pétain ou de l'occupation.
Dans le même temps, elle développe une propagande ouvertement xénophobe et raciste contre les musulmans, les immigrés, les Roms… *« Une immigration massive met à mal notre identité nationale et amène avec elle une islamisation de plus en plus visible, avec son cortège de revendications. »* Qui pourrait croire que le racisme connaît des frontières, que la démagogie qui flatte la peur de l'autre pourrait ignorer

ur « l'affaire Mégret »

(Roger Holeindre, Marie-France Stirbois…) le soupçonne de mollesse idéologique puisqu'il serait un « technocrate ». Rien n'est plus faux que cela : Mégret est entouré de gens au profil idéologique très « radical ». Des individus comme Jean-Yves Le Gallou ou Pierre Vial (qui s'éloignera plus tard vers un néofascisme groupusculaire) sont des idéologues purs et durs. Mais ils considèrent aussi, majoritairement, que les tentatives de minimiser publiquement les crimes du fascisme et du nazisme historiques ne servent à rien, et qu'il faut s'orienter vers *« les questions du futur »*…

Le Pen - Mégret avant la crise. DR

Le népotisme Le Pen

Le fondement de la déchirure est double. D'abord, à partir des législatives de mai-juin 1997, Bruno Mégret avait ouvertement choisi une autre stratégie que celle de Jean-Marie Le Pen. Sur fond de défaite de la droite RPR-UDF, il avait tenté de diviser celle-ci en lui adressant des propositions d'alliance « à l'italienne », pays où les « postfascistes » avaient gouverné une première fois avec Silvio Berlusconi dès 1994. Aux régionales de mars 1998, des alliances implicites mais réelles entre FN et droite furent conclues dans cinq régions, avant d'être cassées au bout de quelques jours à la fois par la direction du RPR mais aussi par Jean-Marie Le Pen…

Le second fondement résidait dans le conflit de pouvoir qui s'était ouvert à partir du moment où, provisoirement inéligible suite à une condamnation pénale par la Cour d'appel de Versailles (1998), Jean-Marie Le Pen avait misé sur la « solution familiale ». Pour le remplacer aux élections européennes de 1999, il avait en effet choisi son épouse Jany – qui disait d'elle-même qu'elle n'avait aucune expérience politique –, causant ainsi la fureur de cadres « méritants » comme Bruno Mégret et d'autres. Ces derniers souhaitant une primauté de la structure politique sur la cellule familiale Le Pen. L'exclusion de Bruno Mégret et d'autres dirigeants allait provoquer la crise. L'« affaire Mégret » se solda par une scission dans laquelle le FN (qui comptait 42 000 adhérentEs à jour de cotisation fin 1998, ce qui correspond à peu près au chiffre réel de fin 2014) perdra environ 15 000 membres. La tentative de Mégret de créer un parti rival, aujourd'hui baptisé MNR (Mouvement national républicain), se soldera néanmoins par un échec.

Bertold du Ryon

isme, xénophobie et leur fonds de commerce

i agite les sphères dirigeantes du FN gouvernées par le népotisme est présenté comme « dédiabolisation » du parti d'extrême droite. Étrange dédiabolisation à travers laquelle abject brouet idéologique qui a été le lait nourricier des Marine, Marion et autres.

l'antisémitisme ? Les appétits de pouvoir de la nouvelle direction du FN voudraient faire oublier un passé gênant mais leur fonds de commerce reste le même.

Nationalisme et populisme

Ce fonds de commerce, c'est le national-populisme, le mythe d'un *« peuple » « trahi »* par les *« élites »*, et du chef qui l'incarne, le *« guide »*, un peuple menacé d'être *« dilué »* dans une autre culture, et qu'il s'agirait de régénérer par l'action de l'État dans une croisade contre la menace étrangère : *« islamistes »*, *« fondamentalistes musulmans »*, *« racailles radicalisées »*, et plus largement *« ces minorités visibles, communautarisées et organisées, à qui tout est dû et auxquelles on donne tout »*. Musulmans aujourd'hui, musulmans et juifs hier comme demain…

C'est la politique de la préférence nationale, qui s'appliquerait dans tous les domaines de la vie sociale : *« Une loi contraindra Pôle emploi à proposer, toujours à compétences égales, les emplois disponibles aux demandeurs d'emploi français »*, *« le principe de priorité nationale doit être posé concernant l'accès au logement social. Nos compatriotes doivent être les premiers à profiter de la solidarité nationale »*…

Marine Le Pen veut ignorer un passé qui la gêne, elle change les mots mais tient le même discours. Plutôt que de *« race »*, elle va parler de *« culture »*, mais pour elle, c'est au fond la même chose : le rejet du métissage, de la *« France Benetton »*…

La nation et l'État fort

Le complément de la xénophobie, c'est l'État fort, *« protecteur »* et *« stratège »*. Le discours de Marine Le Pen critique la *« mondialisation »* comme autrefois le cosmopolitisme, pour mieux vanter la mystique de la *« nation »* ou de la *« patrie »*. L'État doit être l'instrument de l'unification de la France, le dépositaire de son histoire, l'agent de son redressement économique.

Elle prétend *« rendre le pouvoir aux Français »*, mais ce pouvoir, c'est celui de l'État et de son chef, du *« guide »*. Elle ne serait ni de droite ni de gauche, mais *« en plein milieu du peuple français, à le défendre »*…

« Je suis la France », affirmait-elle en 2012… Une seule réponse : nous sommes la classe ouvrière internationale !

Yvan Lemaitre

Politique économique : démagogie populiste et parti de gouvernement

« À partir du moment où nous avons mis l'accent sur l'économique et le social, nos scores n'ont fait que progresser »…

Philippot croit avoir trouvé la bonne recette démagogique qui ouvrirait au FN la route du pouvoir… Sauf que sa démagogie est une tromperie à l'égard des classes populaires comme elle est loin de gagner la confiance des classes dominantes que les petits politiciens arrivistes du FN rêvent de servir.

Étatiste ou libéral ?

Pour accéder au pouvoir, le FN doit être crédible vis-à-vis des classes dominantes. Il doit faire la démonstration de sa capacité à mener une politique qui réponde à leurs intérêts, à apparaître comme un possible *« parti de gouvernement »* non seulement vis-à-vis de ceux qu'il aspire à servir mais aussi vis-à-vis de l'électorat dont il a besoin.

C'est le sens de ce que Marine Le Pen appelle la professionnalisation qui vise à attirer des jeunes type énarques ambitieux dont Philippot est le prototype, d'où aussi sa politique de gagner des mairies, d'avoir des petits notables qui feraient la démonstration de sa capacité à aller aux affaires pour gérer les intérêts de la bourgeoisie. Sauf que les préjugés flattés par les démagogues pour dévoyer le mécontentement populaire ne rentrent pas nécessairement en accord avec la politique de la grande bourgeoisie et des multinationales.

Les politiques libérales pourraient s'accommoder de *« l'étatisme »* affiché par le FN. *« L'État stratège, c'est du de Gaulle. Je veux bien que ça effraie des gens de droite, mais moi, je crois que ce qui les effraie, c'est la caricature qu'on donne de notre programme, ce n'est pas sa réalité »*, dixit Marine Le Pen. Certes mais plus compliquée est la question de la sortie de l'euro.

Parier sur l'effondrement de l'UE

La dénonciation du *« libre-échangisme mondial »* s'accompagne de l'exigence de *« la sortie de l'euro et de l'Union européenne »*. Cette politique chauvine misait sur l'effondrement de la zone euro. Aujourd'hui, la crise est momentanément plus ou moins maîtrisée, l'effondrement à court terme moins probable, et surtout le Medef ne se situe pas dans cette perspective.

Le rétablissement des droits de douane, la réunion d'un sommet de l'Eurogroupe pour une sortie concertée de l'euro, la réintroduction du franc, ou une nationalisation partielle des banques de dépôt, ne font pas partie aujourd'hui des projets politiques des classes dirigeantes. Au stade actuel, le populisme économique du FN, rejetant pêle-mêle les élites, l'ensemble des représentants de *« l'idéologie mondialiste »* et les *« syndicats politisés »*, ruine sa crédibilité de potentiel parti de gouvernement.

À géométrie variable

C'est cette difficulté du FN à donner de lui-même l'image crédible d'un parti de gouvernement dont se sert Sarkozy pour se poser en seul opposant capable à la fois de reprendre la démagogie xénophobe de Le Pen tout en défendant une politique répondant aux intérêts du grand patronat et des banques. *« Aux artisans exaspérés par les charges, je voudrais dire qu'il y a deux personnes qui veulent augmenter les charges, augmenter déraisonnablement le Smic, c'est M. Mélenchon et Mme Le Pen. Aux retraités qui se posent des questions sur l'avenir de leur retraite, je veux dire qu'il y a deux personnes qui veulent revenir à la retraite à 60 ans, c'est la gauche et eux. Qui veut sortir de l'euro, de l'Europe ? Mme Le Pen ! »*

Cette dernière répond en modulant sa propre politique : *« Notre Europe va de l'Atlantique à l'Oural, pas de Washington à Bruxelles »*, en plaidant pour *« une coopération nouvelle entre les nations »*.

En bons démagogues avides du pouvoir, les dirigeants du FN peuvent fort bien demain moduler leur politique pour l'adapter aux besoins de la bourgeoise mais ce ne serait possible que si la crise s'accentuait au point que la bourgeoisie se sente menacée. Un État fort hostile aux travailleurs et aux classes populaires pourrait se combiner avec une politique européenne associant nationalisme et défense des dites valeurs de l'Occident… Ce que défendait Le Pen dans les années 60.

Aujourd'hui, la bourgeoisie n'a pas besoin d'une telle politique, Hollande ou Sarkozy font le job. D'où les difficultés que rencontre le FN en se confrontant à ses limites et à la crise qu'il connaît : le conflit entre les arrivistes pressés, dont Marine Le Pen a ouvert les appétits, et les fondements traditionnels de l'extrême droite.

Yvan Lemaitre

TRANSPORTS EN COMMUN

Machisme, harcèlements et agressions au quotidien

Harcèlement ou agressions sexuelles, tel est trop souvent le lot des femmes dans les transports en commun. Une entrave de plus à leur liberté.

Selon un rapport du Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, 100 % des utilisatrices des transports en commun ont été victimes au moins une fois dans leur vie de harcèlement sexiste ou d'agressions sexuelles. Dans les transports d'Île-de-France, 6 femmes sur 10 craignent une agression ou un vol, contre 3 hommes sur 10. Et dans plus de 50 % des cas, la première agression intervient avant 18 ans.

Photothèque Rouge / Franck Houlgatte

Le harcèlement sexiste peut prendre des formes diverses : des sifflements et commentaires sur le physique (non punis par la loi, mais insupportables) aux injures, harcèlement sexuel, agressions sexuelles (mains aux fesses, « frottements », etc.) et au viol. La frontière entre harcèlement sexiste et violences sexuelles est poreuse : une agression peut commencer par du harcèlement sexiste (déclenché, par exemple, par une tentative de drague sans succès) et se poursuivre par des violences sexuelles. Au-delà de l'impact direct des violences sur celles qui en ont été victimes, l'existence de harcèlements et de risques d'agression dans les transports en commun crée chez de nombreuses femmes un sentiment d'insécurité qui peut entraîner des états de stress.

Une limitation de la liberté des femmes

C'est la libre circulation des femmes qui est limitée lorsque leurs sorties s'accompagnent de précautions. Des femmes interrogées indiquent par exemple choisir le plus souvent de porter un pantalon et un sac en bandoulière lorsqu'elles utilisent les transports en soirée ou la nuit, en prévention d'éventuelles sollicitations de la part des hommes. Elles disent également réfléchir aux moyens de transport (tel bus plutôt que tel train, etc.), aux horaires, à la possibilité de se faire accompagner ou non, etc.

En fait, le machisme est présent partout. Le paradoxe des phénomènes de harcèlement sexiste et de violence sexuelle dans les transports en commun est que ces phénomènes sont si fréquents qu'ils sont banalisés, voire considérés comme inévitables. Au contraire, il faut exprimer clairement que ces comportements ne sont plus acceptables et doivent être combattus. Et pas par la fausse piste de wagons réservés aux femmes dans le métro, comme le propose la ministre des Transports britannique. Ces wagons pourraient peut-être limiter le harcèlement le temps d'un trajet, mais quid après la sortie du wagon ? Jusqu'à présent, la ségrégation d'une partie de la population n'a jamais aidé à améliorer sa situation… Ce sont bien les comportements masculins qu'il faut changer.

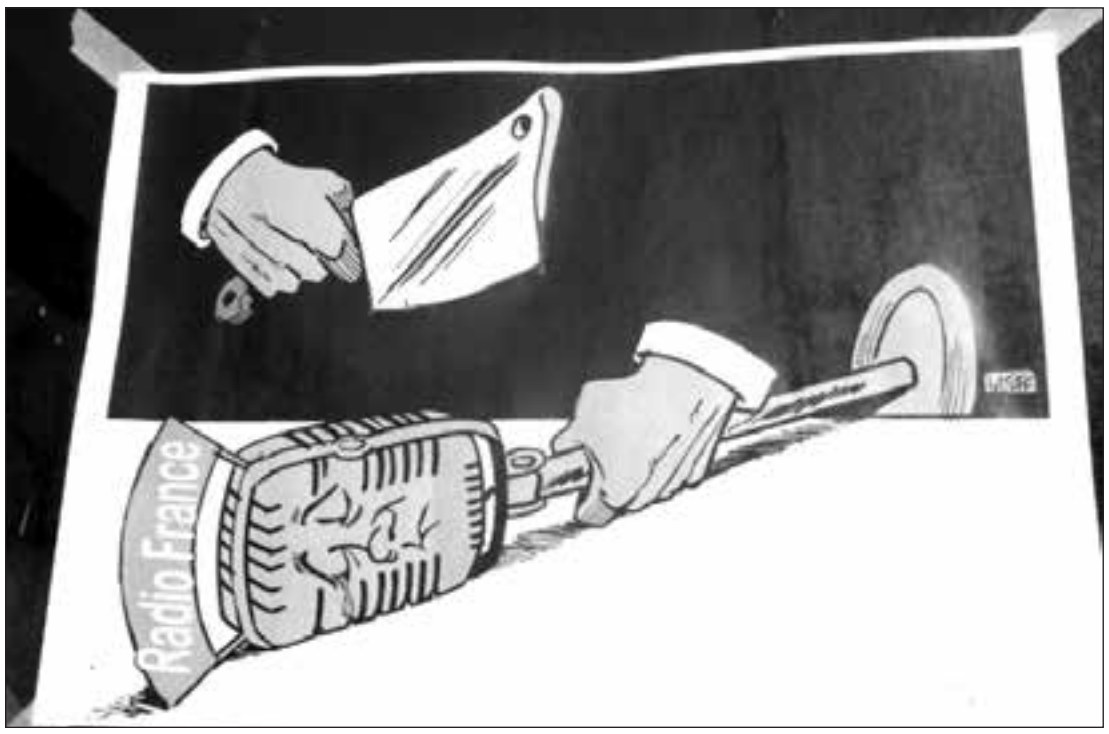
Henri Wilno

RADIO FRANCE

Lâchage d'une mobilisation exceptionnelle

Après près d'un mois de lutte, la plus longue grève des salariéEs de Radio France contre le plan du PDG Gallet s'est terminée dans une grande confusion (voir aussi l'Anticapitaliste n°285)…

Tout s'est joué lors de l'assemblée générale du mardi 14 avril, lorsque l'intersyndicale a abandonné la grève, cela contre l'avis largement majoritaire de l'AG.



Affiché à la Maison de la radio durant le mouvement… DR

Opérations de déminage

Le flottement avait commencé dès le week-end précédent avec la nomination de Chartier comme médiateur. L'exigence d'un médiateur répondait au refus de discuter avec un Mathieu Gallet discrédité autant par son plan de liquidation du service public que par son comportement. Elle était essentiellement portée par l'intersyndicale, dont plusieurs représentants ne cachaient pas leur volonté de faire rapidement cesser une grève qu'ils n'avaient pas vraiment voulue et ceci dès le départ.

Lundi 13 avril, l'assemblée générale avait déjà bruyamment « recadré » le représentant de l'UNSA qui, s'appuyant sur cette désignation, osa un bref instant proposer l'arrêt de la grève. Pour les grévistes, la motivation était simple et claire : les propositions du médiateur – à prendre ou à laisser, avec le préalable de cesser la grève – ne comportaient que de faibles avancées, et des engagements concrets encore plus faibles. Sentant le risque de blocage du côté des grévistes et les possibilités de négociation du côté de l'intersyndicale, la ministre Fleur Pellerin consentait à se déplacer lundi soir sur le site à la rencontre de l'intersyndicale, à l'abri des pressions des grévistes. Elle se contentait d'affirmer son soutien absolu, et sans alternative, aux propositions du médiateur.

Lâchage

Mardi matin, l'intersyndicale se concertait pendant qu'un groupe de travail « actions » réfléchissait encore à la poursuite du mouvement. L'après-midi, l'intersyndicale ouvrait l'AG comme si rien n'était prévu, et laissait les grévistes envisager la suite. Jusqu'à ce que les représentants de Sud, de l'UNSA, de la CFDT et de FO, se succèdent pour annoncer leur décision d'arrêter la grève, en retirant les préavis de grève déposés depuis 27 jours. Et tout en affirmant être favorables à la poursuite de la grève, les représentantEs de la CGT annonçaient leur ralliement à l'intersyndicale ! C'est sous les cris *« traîtres, lâcheurs, vendus »* que les responsables syndicaux s'évertuaient à justifier leur lâchage, multipliant mensonges et calomnies. Mais le sommet de la crise est venu quand les syndicalistes ont annoncé qu'ils ne se plieraient pas à la décision de l'AG. Ce n'est qu'après le vote – archi majoritaire – pour la poursuite de la grève que la CGT décidait de rompre le consensus de l'intersyndicale et d'appeler à la grève… jusqu'au lendemain. Le « prétexte » était la tenue du conseil d'administration et des questions à l'Assemblée nationale, dont personne n'entendra jamais parler… Pour aller vers un arrêt prévisible de la grève, jeudi à 13 heures.

Maigre bilan

Le mouvement était parti sur quatre demandes : refus de la réduction des orchestres, de l'externalisation, notamment des services d'entretien et de gardiennage, du regroupement d'émissions des radios locales, et surtout le refus de la suppression des 330 postes répondant aux injonctions gouvernementales visant à instaurer – là comme ailleurs – sa politique d'austérité. Au total, il reste le texte du médiateur, de vagues promesses jamais quantifiées, et un seul engagement : engager un vrai dialogue social… pour la mise en œuvre du plan Gallet !

Lors de ces 28 jours de grève, la grande détermination des grévistes n'a pas suffi à masquer et à compenser des faiblesses dans l'organisation de la mobilisation. Le premier problème fut une faible participation des journalistes, produit d'un certain corporatisme et des manœuvres de division de la direction. De plus, le mouvement est trop peu sorti de la Maison ronde, ne s'adressant pas assez aux auditeurEs, aux salariéEs d'autres entreprises en lutte. Enfin le comportement frileux d'une intersyndicale aurait plus que jamais justifié une prise en main du mouvement par les grévistes eux/elles-mêmes, avec un comité de grève permettant de regrouper toutes les professions et d'affirmer la primauté des décisions de l'AG pour la construction du mouvement.

Il reste à espérer que le discrédit des organisations syndicales n'empêchera pas les indispensables mobilisations pour bloquer la mise en œuvre du plan d'un Gallet opportunément lavé par l'Inspection général des finances de toute mauvaise utilisation de l'argent public. Pas sûr que son crédit auprès des salariéEs de Radio France en sorte grandi.

Robert Pelletier

LA POSTE

Pour la réintégration de Yann Le Merrer

Le 13 janvier 2015, profitant de l'ambiance très particulière de ce début d'année, la direction de La Poste révoquait Yann Le Merrer de la fonction publique, une première depuis 1951.

Les griefs qui sont faits à notre camarade, militant à SUD PTT, éclairent s'il le fallait encore la vision du « dialogue social » version patronale : prises de parole, *« intrusions »* dans des établissement postaux, refus de signer le registre visiteurs et refus d'obéissance pendant la grève qui toucha le département des Hauts-de-Seine au premier semestre 2014.

Pendant 173 jours, les facteurs de cinq bureaux de poste se sont battus pour l'embauche des précaires et contre les suppression d'emplois. Lors de cette lutte, les grévistes ont ardemment travaillé à la convergence des postiers (et des secteurs), et ont visité des dizaines de sites postaux afin de populariser leur mouvement.

Un pas de plus dans la répression

C'est cette pratique que La Poste (et l'État) entend empêcher par tous les moyens disponibles. S'il est le premier fonctionnaire révoqué depuis longtemps, Yann n'est pas le premier que La Poste tente de sortir. Ce ne sont pas moins de 4 tentatives de licenciements que l'entreprise a initié pendant le mouvement, tentatives qui ont toutes échouées grâce à l'inspection du travail ou aux prud'hommes. Avec la révocation de Yann, un cap symbolique est franchi.

Entre la loi Macron, les menaces sur le CDI, la casse de l'inspection du travail et les lois « sécuritaires » qui vont de pair, les menaces sur le mouvement social et les militantEs sont de plus en plus précises. Il ne faut pas hésiter à faire un lien entre le procès d'Alain Pojolat, la prison que risque Gaëtan et ce qui arrive aux militants lutte de classe dans les entreprises. La révocation de Yann est un des symboles de la volonté de mise au pas des mouvements sociaux. Voila pourquoi il faut se battre pour sa réintégration. Voila pourquoi il faut manifester notre soutien !

Correspondant

RASSEMBLEMENT UNITAIRE
contre la révocation de Yann
devant le ministère de l'Économie et des Finances
MARDI 5 MAI À 18 H

SANTÉ

Contre la loi Touraine, il reste peu de temps !

Le 14 avril, par 311 voix contre 241, l'Assemblée nationale a adopté le projet de loi de « modernisation du système de santé »[1]. Marisol Touraine, la ministre de la Santé, pouvait « tweeter » sa satisfaction du vote de ce texte par une « belle majorité de gauche » (PS et EÉLV), malgré l'abstention de députés du PRG et le vote contre de ceux du PCF.

Avoir réussi à faire adopter un texte qui marque une nouvelle étape dans la privatisation de la Sécurité sociale et dans le démantèlement de l'hôpital public, cela sans que les enjeux en soient largement perçus, est un motif de satisfaction pour ce gouvernement. En cela, il a été aidé par la mobilisation réactionnaire contre le tiers payant[2] orchestrée par les syndicats de médecins libéraux, et relayée par la droite au Parlement.

La généralisation du tiers payant en 2017, ainsi que l'adoption de quelques

Les économies sur notre dos, ça suffit! DR

NETTOYAGE (75)

Les salariéEs font le ménage, par la grève !

Après le mouvement dans les palaces parisiens, depuis plusieurs semaines, deux mouvements de grève secouent le secteur du nettoyage dans la capitale : dans les Finances publiques et à la Bibliothèque nationale de France…

Depuis le 9 avril, 42 des 44 salariéEs ONET du site de la grande bibliothèque François Mitterrand (sic…) sont entrés en grève. Ils dénoncent le sous-effectif des équipes de nettoyage sur le site et revendiquent l'attribution d'heures complémentaires et de nouvelles embauches pour faire face à une charge de travail qu'ils et elles ne peuvent plus supporter.

Le marché de nettoyage du site avait été renouvelé en 2013. Le budget attribué par la BnF à ces prestations est en baisse par rapport aux marchés précédents. Conséquence : depuis la reprise du chantier par la société ONET Services, 15 salariéEs ont quitté le site… Mais les prestations à réaliser n'ont pas changé depuis le précédent marché. Aujourd'hui le personnel de nettoyage n'est plus que de 44 contre 63 au moment de la reprise du chantier… Et chaque agentE croule sous une charge de travail intenable, sans compter les incessants ajouts sur les plannings pour remplacer des collègues absents. Des conditions qui provoquent fatigue nerveuse et physique, détérioration de l'état de santé, et accidents de travail.

Face à une direction méprisante – qui ne les a toujours pas reçu après 10 jours –, les grévistes réclament une augmentation de leur temps de travail pour pallier les départs non remplacés de vingt agents en trois ans, la revalorisation de leur prime de fin d'année à hauteur d'un treizième mois et des hausses de salaire. Et la grève continue bien sûr[1].

Déjà cinq semaines…

Depuis le 11 mars, 23 salariéEs de la société TFN Propreté, présentES sur quatre centres des Finances publiques à Paris, sont en grève reconductible. Majoritairement femmes et immigréEs, ils travaillent entre 10 et 15 heures par semaine, étalées sur 5 jours. Ils nettoient en moyenne 1 400 mètres carrés par jour, ne gagnent en moyenne qu'entre 400 et 500 euros par mois et restent quasiment toutes et tous au 1er échelon de la convention collective toute leur vie professionnelle.

Le groupe Atalian, dont TFN est à l'origine, est une immense multinationale qui emploie 65 000 personnes dans 16 pays différents. Chiffre d'affaires de 1,3 milliard d'euros en 2014, et son président fait partie des 150 plus grandes fortunes de France… Face à ce mastodonte, les salariéEs exigent d'abord tout simplement l'application du code du travail (remboursement du pass Navigo, date d'ancienneté, heures complémentaires, contrat de travail de 16 h pour les nouveaux CDI, etc.). Mais ils demandent aussi (entre autres) 16 heures minimum de travail par semaine pour toutEs, une prime de blanchisserie de 15 euros par mois, une participation à la prise en charge d'une mutuelle, des primes pour nettoyer les blouses, un plan de formation professionnelle, des embauches en CDI pour deux CDD…

Après 5 semaines de grève, ni l'État (donneur d'ordre) ni TFN ne veulent rien lâcher sur le plan financier. Après les dernières négociations et le « niet » du patron, les grévistes sont repartis en manifestation au bruit des casseroles et autres « instruments » avec encore une immense énergie. Malgré les tentatives de TFN de casser la grève par l'utilisation de cadres et de quelques jaunes, l'entreprise commence à devoir payer des pénalités pour travail non fait. Mais pour tenir, les grévistes ont un besoin urgent d'argent[2].

CorrespondantEs

1– Plus d'infos : https://sudculturebnf.wordpress.com/category/tracts-communiques

2– Chèques à l'ordre de « CGT solidarité grévistes » à l'adresse de la CGT finances publiques, 6 rue Sainte-Hyacinthe 75042 Paris cedex 01

CHILLY-MAZARIN (91)

Que vive la MJC-CS !

Depuis plusieurs mois, une mobilisation est en cours pour sauver une MJC-Centre Social et ses 42 employéEs des attaques de la nouvelle majorité municipale UMP.

Lors du conseil d'administration qui devait voter le budget prévisionnel 2015 de la MJC-CS, le maire de la ville Beneytou a en a effet présenté de façon unilatérale plusieurs mesures faisant craindre la disparition pure et simple de l'association dès septembre 2015. Au-delà des arguties purement comptables (contraintes budgétaires) et des intentions affichées (rebâtir un « centre culturel » flambant neuf en lieu et place de la MJC-CS), il s'agit d'une véritable offensive réactionnaire qui vise à remettre en cause les projets d'éducation populaire que mène l'association depuis 50 ans. La culture ne doit être ni un privilège ni une marchandise !

Privé de conseil municipal…

Indignés, des salariéEs, des adhérentEs, des bénévoles et des sympathisantEs de la MJC-CS ont formé un collectif et engagé de nombreuses actions de mobilisation. Le 14 février s'est tenue une AG exceptionnelle bondée. Le 12 mars, un rassemblement citoyen de 300 personnes munies de pancartes floquées de slogans évocateurs ont réservé un accueil au maire et à son équipe lors de la tenue du conseil municipal. Le 28 mars, lors d'une journée porte ouverte exceptionnelle, la MJC-CS a été investie par des habitantEs, des adhérentEs, et des passantEs de tous âges, pour partager un moment de vie dans un lieu à défendre. Avec près de 6 000 signatures pour la pétition de soutien.

Un maire de droite un peu interpellé… Photothèque Rouge / Milo

La dernière action en date, le 14 avril, a encore été un succès : devant le bâtiment où devait se tenir le conseil municipal entérinant le choix du maire, l'action déterminée et dynamique de plusieurs centaines de personnes a permis d'empêcher sa tenue ! La municipalité s'obstine et reste sourde à la proposition de renouvellement de la convention qui la lie la MJC. Le maire a même porté plainte pour entrave au conseil municipal. Le combat n'est pas fini…

Correspondants

SNECMA GENNEVILLIERS (92)

Non-lieu confirmé pour 10 salariés

La 10e chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles a confirmé ce 10 avril le non-lieu pour 10 salariés, ou anciens salariés, poursuivis pour séquestration.

Les faits remontent à juillet 2008. La direction avait annoncé le licenciement pour des broutilles d'un ouvrier qui avait surtout le tort d'avoir été un élément actif dans une longue grève 4 mois auparavant. À cette annonce, la réaction avait été forte à l'appel des sections CGT et CFDT : débrayages importants, occupation des locaux administratifs, même le week-end. Au bout de 4 jours, nous avons signifié au directeur qu'il serait consigné dans son bureau tant que le licenciement était maintenu. Il sera « libéré » 9 heures plus tard par la police, les occupants ayant choisi de ne pas s'affronter avec elle.

Ici on séquestre… DR

La procédure judiciaire a duré plus de 6 ans parce que la direction a refusé le simple rappel à la loi avec classement sans suite pour une première plainte, et le non-lieu pour leur 2e plainte. Au-delà du prononcé de la décision de justice, le non-lieu, la lecture des attendus peut être utile aux militantEs…

Rôle actif…

Pour l'anecdote, on apprend, que la commissaire de police nous décrivait comme *« paraissant avinés, aux visages rougis, parlant fort de manière plus ou moins confuse »*. Le mépris des bourgeois et de leurs exécutants… Sur le fond, il y est rappelé une jurisprudence de la cour de cassation qui dit que la présence de salariés sur les lieux d'un mouvement de grève n'implique pas une participation directe à une séquestration, même s'ils ne la désavouaient pas et *« qu'ils entendaient s'y associer »*. Il faut donc des preuves d'un rôle actif. La décision relève que la seule présence sur le palier devant le bureau du directeur ne peut s'analyser en un acte de séquestration. Pour appuyer le non-lieu, la chambre prend acte qu'il n'y a pas eu de violence ni injures et que le séquestré a pu librement aller aux toilettes et se faire livrer nourriture et affaires personnelles. Elle relève aussi que les violences psychologiques et le préjudice moral ne peuvent être allégués en l'absence de menaces, et parce que les fonctions de directeurs supposent une aptitude à la gestion des conflits inhérents à la vie d'une entreprise…

Pour enfoncer le clou, elle relève l'écart entre les poursuites judiciaires et les sanctions disciplinaires prises, des avertissements pour *« avoir participé à la séquestration »*. À l'été 2008, la direction Snecma s'était en effet prudemment limitée à nous sanctionner d'un simple avertissement.

Malgré l'épilogue judiciaire satisfaisant, cette affaire est toujours ressentie durement : le directeur a eu une promotion, et le jeune ouvrier a fini par être licencié, enfoncé dans la misère. Les licenciements sont *« une peine de mort sociale »* disaient les grévistes.

Correspondant

mesures positives de santé publique, ont servi d'emballage « de gauche » à une loi qui ne fait que prolonger et aggraver la loi Bachelot et qui s'inscrit dans la politique d'austérité de Hollande-Valls.

Un tiers payant peut en cacher un autre…

Tel qu'il a été posé dans le débat parlementaire, le débat sur le tiers payant a servi à masquer l'essentiel : au bout du compte, qui financera les soins ? La Sécu ou les assureurs ? Le tiers payant doit favoriser la gratuité des soins pour tous (grâce à la Sécurité sociale) et non être un avantage accordé aux clients des assureurs. Ceux-ci (mutualistes et commerciaux) ont compris où était la faille, et ont donc proposé d'organiser eux-mêmes le tiers payant. Pour l'instant, cette solution n'a pas été retenue par le gouvernement, mais qu'en sera-t-il demain quand les assureurs deviendront le principal financeur des soins hors hôpital en raison de la diminution des remboursements de la Sécu ?

Peu de temps pour préparer la suite

L'absence de toute campagne et de toute mobilisation visible du mouvement ouvrier contre la loi Touraine, qui ne fut même pas mentionnée dans les appels aux manifestations du 9 avril, a permis au gouvernement d'occulter le sens de ce texte, et a ainsi laissé la place à la seule mobilisation des médecins libéraux.

Les articles clés de la loi, qui suppriment toute distinction entre la Sécurité sociale et les sociétés d'assurance, réduisent la place de l'hôpital public et imposent le regroupement des établissements hospitaliers pour les « rentabiliser », ont été hors du débat. L'une des rares surprises positives de la discussion parlementaire a été l'adoption, contre l'avis du gouvernement, d'un amendement abrogeant l'Ordre infirmier. Encore faudra-t-il que la pression se maintienne pour que cela figure dans le texte définitif.

Le 9 avril dans la manifestation intersyndicale contre l'austérité. Photothèque Rouge / JMB

Le gouvernement ayant fait adopter la procédure d'urgence, il ne reste plus comme échéance pour combattre le texte avant son adoption définitive que la discussion au Sénat. Et celle-ci est fixée au mois de juillet ! Ce délais est court et la période peu favorable. Cela ne doit pas empêcher de tout faire pour rendre visibles les véritables enjeux de la loi, ses conséquences sur le système de santé et l'accès aux soins, et d'amplifier la mobilisation pour le retrait du texte. Cette exigence doit être présente dans toutes les prochaines échéances sociales. Elle doit être liée aux luttes contre les suppressions d'emplois et l'austérité budgétaire imposée aux hôpitaux. Le collectif Notre santé en danger, qui regroupe une cinquantaine d'organisations associatives, syndicales et politiques, organise ce samedi 25 avril une réunion à Paris pour débattre et contribuer à la mobilisation[3]. Il faut assurer son succès.

J.C. Delavigne

1– Voir dossier dans *l'Anticapitaliste* n°282

2– Règlement direct de la consultation médicale par la Sécurité sociale et les mutuelles, évitant au malade l'avance du coût de cette consultation.

3– Samedi 25 avril de 10 h 30 à 17 h 30, *« Les raisons de notre colère »*, Maison des métallos, salle Jean-Bornes, 94 rue Jean-Pierre Timbaud, Paris 11e.

Les comités en action !

NPA 18e Café-débat sur «Médias et mobilisations sociales». Au soir de la journée de grève interprofessionnelle et de manifestations du 9 avril, notre comité avait décidé d'organiser son café-débat mensuel sur la médiatisation des mobilisations sociales. En effet, qui n'a jamais pesté, en rentrant de manifestation, au vu du traitement médiatique proposé (ou plutôt imposé) aux mobilisations sociales, occultant généralement les revendications exprimées et focalisant l'attention, soit sur des gênes occasionnées pour les usagers des transports publics, soit sur des confrontations marginales entre quelques manifestants et la police ?
Animée par un membre du collectif d'animation de l'association Acrimed (Action-critique-médias), qui s'est notamment appuyé sur des extraits d'émission télé ou radio, cette réunion publique a réuni entre 25 et 30 personnes – dont une douzaine de militantEs du NPA – et a permis de débattre du rôle et du pouvoir spécifiques des «grands» médias.
Comme cela a été dit lors d'une discussion très riche, les médias dominants ne sont ni tout-puissants, comme le laisse entendre une critique à tonalité conspirationniste, ni un strict reflet de tendances présentes dans la société : s'il y a bien un pouvoir médiatique, de cadrage des débats et de légitimation idéologique, il se forme et opère conjointement avec les pouvoirs politique et économique. D'autres questions ont été abordées : quels rapports de forces dans les rédactions ? Comment expliquer que la plupart des gens consultent les médias dominants ? Comment lutter contre cette emprise idéologique ? Moralité : une discussion à approfondir !

Auxi-le-Château (62) L'eau pour la vie, pas pour les profits ! Mercredi 1er avril, en marge de la réunion du conseil municipal, les militantEs du NPA Ternois ainsi que quelques sympathisantEs se sont rassemblés une fois de plus pour un passage en régie publique de la gestion de l'eau, jusqu'à présent gérée par Veolia, et pour une baisse immédiate de son prix, réalisable par une baisse de la part communale de la facture de ce bien commun.
Dénonçant et s'insurgeant contre la ré-autorisation des coupures d'eau, alors même que leur interdiction n'était pas respectée, quelques militantEs ont ensuite assisté à la réunion du conseil municipal, une présence régulière qui vise à mettre la pression sur les éluEs. Quelques signatures de plus ont été récoltées qui s'ajoutent aux plus de 200 déjà recueillies pour *«une gestion publique de l'eau sous contrôle des travailleurEs et de la population»*, pétition que l'on peut également signer en ligne sur le site mesopinions.com.
Des discussions ont régulièrement lieu avec le maire de cette petite commune mais, même s'il n'est pas totalement opposé à une régie publique, il ne veut pas trop se mouiller… Le NPA ne lâchera pas !

Perpignan (66) «Révolution et contre-révolution au Moyen-Orient». Faire le point sur la lutte des classes dans la région – et notamment sur la place du peuple palestinien – nous a semblé indispensable pour un parti internationaliste comme le nôtre qui non seulement a salué avec enthousiasme en 2010-2011 les révolutions arabes, mais qui exprime toujours aujourd'hui sa solidarité avec les peuples de la région en butte à la contre-révolution.
Vendredi 10 avril, après une longue interview donnée à une radio catalaniste locale (Ràdio Arrels), notre camarade Julien Salingue a tenu le soir même une réunion publique devant une quarantaine de personnes, revenant sur la nature du «Printemps arabe» – et de ses objectifs avant tout sociaux – et dressant un tableau très large d'une situation actuelle hautement contradictoire et de processus qui sont loin d'être achevés. S'en est suivi un débat passionnant dans lequel Julien a pu préciser que malgré les apparences, malgré l'émergence de monstres comme Daesh, le retour à l'ordre ancien était exclu. Un débat qui a continué autour d'un pot convivial.
La réunion tombait particulièrement bien : le lendemain, à l'appel du Collectif 66 Paix et Justice en Palestine, une caravane de voitures BDS (Boycott-Désinvestissement-Sanctions) a parcouru les rues de Perpignan pour se retrouver devant un supermarché afin de dénoncer la commercialisation de produits d'un État responsable de crimes de la colonisation et de l'apartheid en Palestine.

DR

En campagne

Pour Gaëtan et tous les condamnéEs, 1res mobilisations et un écho grandissant

La campagne de soutien à notre camarade et aux autres, condamnés pour avoir comme lui manifesté, contre les violences policières, est passée ce vendredi 17 avril par une nouvelle étape.

Outre la pétition signée par plus de 7 000 personnes, appuyée par d'innombrables messages de solidarité venant de l'hexagone et de l'étranger, la campagne a été renforcée par une mobilisation dans la rue et une certaine percée dans les médias. Après *l'Humanité*, une tribune publiée dans *Libération* signée par plusieurs dizaines d'intellectuels et personnalités dont Ken Loach, Jacques Rancière, Judith Butler, Slavoj Zizek et Frédéric Lordon, a condamné le fait que *«Manifester, en France, c'est risquer de finir en prison»*. Et vendredi 17 avril, deux premiers rassemblements unitaires de soutien se sont tenus en simultané à Paris et à Toulouse, ce que *les Inrocks* ont couvert dans leur édition en ligne.
À Paris, une conférence de presse unitaire *«contre la répression et contre la criminalisation du mouvement social»*, en présence d'Éric Coquerel, secrétaire national du PG, et d'Olivier Besancenot, a relayé l'appel au rassemblement lancé par le NPA, NPA Jeunes, le Parti de gauche, Alternative libertaire, les Jeunes écologistes, Alternative et autogestion, l'OCML-VP, Ensemble, Ensemble Jeunes, Solidaires EtudiantEs, Sud PTT et Solidaires. 200 personnes se sont mobilisées à Paris, place Saint-Michel, insistant sur le fait que Gaëtan est l'un parmi de nombreux cas de répression dont sont victimes les travailleurs et la jeunesse. Ainsi notre camarade Yann Le Merrer, révoqué pour avoir défendu ses collègues et dénoncé les conditions de travail à La Poste.

Vendredi 17 avril, au rassemblement parisien. Photothèque Rouge / Milo

Renforcer la campagne

Côté Toulouse, à la suite de la réunion unitaire du mardi 14 avril qui a associé FSU 31, Sud-Education 31, Unef, Solidaires étudiantEs, Copernic, NPA, Alternative libertaire, CNT, VP, Lutte ouvrière, CSR31, Attac, Strass, le Collectif des précaires et le collectif féministe du Mirail, le Parti de gauche s'étant associé après coup, 150 personnes se sont rassemblées place Jean-Jaurès en soutien aux prisonniers palestiniens, à Gaëtan et aux camarades condamnés pour avoir manifesté.
Compte-tenu de la mobilisation de solidarité avec la Palestine déjà prévue, la réunion unitaire avait en effet décidé de joindre les deux rassemblements. De son côté l'AG des étudiants et personnels du Mirail, qui avait réuni la veille 170 personnes, avait également relayé l'appel. Pour installer la campagne de soutien dans la durée et unifier les différents volets de la résistance à mener, dans le contexte toulousain particulièrement marqué par le tout sécuritaire, elle a voté la création d'un Collectif contre la répression.
Ces actions sont autant de points d'appui pour élargir et renforcer la campagne. Dans l'immédiat, des points fixes dans les manifs du 1er Mai, à Paris et Toulouse, sont déjà prévus. L'occasion de lier la défense des intérêts des travailleurs, des libertés syndicales et du droit de manifester, contre les attaques sécuritaires dont la loi sur le renseignement est le dernier exemple en date et reflète, après la loi Macron, le cap antisocial et liberticide que le gouvernement prétend garder coûte que coûte.
Emmanuel Barot

Tribune

Pourquoi nous décidons de maintenir la plateforme 1

Le maintien de la plateforme 1 du dernier congrès n'est pas une décision anodine prise à la légère. Prise à l'unanimité des présentEs à notre réunion nationale du 11 avril, elle répond à une situation grave : le constat que le projet fondateur du NPA, construire un parti pour tous les anticapitalistes, est en danger.

Photothèque Rouge / Milo

Pour nous, les difficultés actuelles de notre parti n'invalident en rien ce projet motivé par des données de fond de la période. La situation n'a fait que s'aggraver depuis 2009, elle ne rend que plus nécessaire une démarche de reconstruction d'un mouvement ouvrier et social combatif, d'une nouvelle représentation politique des exploitéEs et des oppriméEs, d'un nouveau projet émancipateur. Cette démarche exige de nous à la fois unité et disponibilité.

Unitaire et radical

Unité, parce que l'expérience encore portée par de nombreuses équipes militantes impose de continuer de s'adresser aux militantEs du mouvement ouvrier organisé, à leurs organisations et à travers elles aux dizaines de milliers de salariéEs qu'elles continuent d'influencer. Ce qui se passe dans certaines unions départementales ou fédérations de la CGT, la crise à rebonds du Front de gauche en sont des illustrations. Nous cherchons à construire activement la résistance à la politique de ce gouvernement, pour une réelle opposition de gauche, un gouvernement menant une politique de rupture anticapitaliste.
Disponibilité et ouverture, parce que ce n'est pas de l'ancien, que ce soit du côté du PCF ou du Front de gauche dans son ensemble ou de Lutte ouvrière, que viendra une possibilité de reconstruire, mais du mouvement réel. Ce sont les mobilisations sociales sur plusieurs années qui ont permis dans des contextes différents la construction de Syriza ou de Podemos. Elles ont changé le rapport de forces, renouvelé les formes d'organisation, et permis l'émergence de nouvelle perspectives politiques. Aujourd'hui en France, il n'y a pas (ou très peu) de mobilisations d'une telle ampleur, mais nous devons avoir cette disponibilité aux changements. Garder une capacité à en saisir l'essence, à travailler à en faire émerger un mouvement qui pose aussi la question de la redéfinition d'un projet émancipateur.

Pas faire moins de NPA, faire mieux le NPA

Notre projet doit rester la construction d'un parti pour la transformation révolutionnaire de la société, large, ouvert à différents courants idéologiques et à des nouvelles pratiques. La crise et ses différentes dimensions sociale, économique, démocratique et écologique, ne rendent que plus urgente la construction d'un parti expression et prolongement politique des différentes mobilisations et radicalisations, de leurs dynamiques subversives anticapitalistes.
Notre objectif est de maintenir un NPA utile, donc un parti qui ne soit pas dans l'auto-affirmation incantatoire mais en prise avec les luttes réelles, cherchant à les construire, ouvert aux opportunités pour la reconstruction d'une force militante anticapitaliste.
Pour cela, nous avons besoin d'un cadre collectif permettant de réfléchir «à haute voix», librement, de se tromper et de rectifier afin de de comprendre au mieux la situation, ses évolutions, ses contradictions, ses possibilités… et de se confronter à d'autres courants.
Dans une situation qui peut évoluer rapidement, c'est tout le NPA qui devrait affirmer sa volonté d'être pleinement partie prenante des débats et des expériences qui traversent aujourd'hui la gauche sociale et politique. Nous continuerons de proposer les actions, prises de position, initiatives qui nous semblent utiles, et de chercher à en convaincre la majorité des militantEs, tout en nous donnant les moyens de faire si besoin, c'est-à-dire ne rien s'interdire mais ne rien systématiser.
Bref, nous donner les moyens de continuer le NPA.
L'équipe d'animation de la P1

Cinéma

Photothèque Rouge / Franck Houlgatte

ON EST VIVANTS « Quand on lutte, on vit mieux; quand on rêve, on est humain; et sans politique, on meurt »

Entretien. *Écrivaine et cinéaste,* ***Carmen Castillo*** *a réalisé « On est vivants » qui sort en salle ce mercredi 29 avril. Sur les traces de Daniel Bensaïd, elle s'interroge sur le sens de l'engagement et donne la parole à des militants qui continuent à agir pour changer le monde.*

Pourquoi ce film, pourquoi Daniel Bensaïd, pourquoi maintenant ?
La mort de Daniel a été un « cristallisateur ». Sa disparition a été une lourde perte, mais pas du tout un fardeau. Suite à sa disparition en janvier 2010, après l'hommage à la Mutualité, j'ai eu envie de ce film. C'est le moment où mon producteur m'a demandé ce que je souhaitais faire. Je lui ai parlé d'un projet sur l'engagement politique aujourd'hui. Il m'a dit de l'écrire pour le cinéma.
Avec Eva Feigeles-Aimé, qui était militante de la LCR et qui est la monteuse du film, on s'est donc lancées et on a écrit pendant un an. Il a fallu travailler autour des textes de Daniel, les imaginer dans le déroulement du film, plus tard, au montage, les fondre dans le récit.
Le déclencheur, cela a donc été avant tout la perte d'un ami.

Il s'agit plus d'un film sur l'actualité de la réflexion de Daniel que d'un film sur lui, sa vie…
Je ne sais pas faire de biographie, j'aime soigner le mystère d'une vie proche. Par contre, depuis le début, je voulais que Daniel apparaisse dans le film. On le voit dès les premières images, en particulier pour évoquer son enfance et son adolescence. C'est souvent à ce moment là qu'on est embarqué, comme il aimait dire, c'est toujours une décision personnelle, intime. Pour moi, c'était une rencontre avec des paysans sans-terre du Chili. Pour lui, c'était le bistrot familial fréquenté par des communistes, des anti-franquistes, etc.

Peux-tu nous parler des conditions dans lesquelles tu as monté ce film, des difficultés rencontrées ?
C'était très long, en particulier très difficile de rassembler le financement. Heureusement, j'ai un producteur très solidaire qui a cru au projet. Il a fallu rendre lisible pour les diverses commissions la forme que pourrait prendre un tel film. Heureusement, même celles et ceux qui ne connaissaient pas Daniel ont eu envie de voir un tel film sur l'engagement politique. Nous avons donc tout d'abord obtenu l'avance sur recette en France, puis en Belgique, ce qui nous a ouvert la voie pour obtenir un fond Eurimages. Film Factory, Philippe Akoka un vieux complice, nous a donné la post-production. Il y a eu l'apport des amis souscripteurs, du Fonds de dotation Agnès b et de La Clairière. C'était déjà formidable mais pas suffisant.
Ce fut alors l'engagement de toutes celles et ceux qui ont travaillé sur le film, les techniciens, les cinéastes qui nous ont donné leurs archives, les militants sur le terrain des luttes qui ont permis d'aller au but. Un vrai souffle d'élan solidaire. L'histoire de ce film, c'est un peu comme l'histoire d'une lutte, même si faire un film n'est pas un acte militant.

Outre la France, le film s'ouvre à des expériences militantes d'Amérique latine : Mexique, Brésil et Bolivie. Qu'en retiens-tu pour celles et ceux qui se battent ici ?
La politique, c'est certes une affaire de contexte, l'ennemi prend certes des formes différentes, mais quel que soit son nom, il reste au fond le même…
Ainsi, pour ce qui concerne la Bolivie, la « Guerre de l'eau » présentée dans le film, celle de 2000, a vu le peuple de Cochabamba s'affronter à une multinationale française et à un gouvernement ultra-libéral soutenu par les USA. Dès qu'ils ont vu la menace, les paysans sont allés voir le syndicat et ont rencontré Oscar Olivera qui parle dans le film. Ils ont inventé un outil politique, la « Coordinadora », très inspirant. Ils nous ont appris que la question de l'eau, c'est la question du bien commun à défendre.
Au Brésil, le Mouvement des sans terre est né sur la misère et la pauvreté. Par son engagement, ces paysans ont tracé la voie d'une perspective qu'ils ont appelé « écosocialisme ».
Et dès 1994, au Mexique avec le soulèvement des Zapatistes, nous avons

compris, Daniel le premier, que nous n'avions pas affaire à la dernière des guérillas, comme on en voyait dans la période précédente, mais au premier soulèvement contre le néolibéralisme, pour le droit à l'existence.

Pourtant géographiquement plus proche de nous, ton film n'aborde pas la situation d'autres pays d'Europe comme par exemple l'État espagnol ou la Grèce, avec notamment le mouvement des Indignés pour une démocratie radicale…
C'est avant tout une question de financement. Ce sont des pays où je voulais aller. Mais pour faire un film, tu dois aussi faire des choix, car il fallait éviter le côté catalogue des luttes. De plus, en Espagne par exemple, quand j'ai tourné, les Indignés ne s'étaient pas encore repliés dans les quartiers pour continuer, Podemos n'existait pas. Et n'étant pas journaliste, j'avais besoin de lenteur. Ce sont les vidéastes militants qui m'ont donné leurs archives indispensables pour raconter la longue durée des luttes abordées dans le film.

En France, tu nous montres des profils assez différents : militantes des quartiers populaires à Marseille, pour le droit au logement à Paris, syndicalistes d'entreprise à Saint-Nazaire. Comment se sont opérés ces choix ? Au fil des rencontres ?
Dès le départ, nous voulions aborder la lutte des SANS. Les sans logement, sans papiers, sans travail, etc. Au cœur de ces expériences surgissaient une nouvelle pensée du politique, des nouveaux sujets militants, révolutionnaires parce que radicalement confronté au système.
Avec la « Réquizz d'or » du DAL, par l'intermédiaire de Jean-Baptiste Eyraud – « Babar » – et d'Annie, nous avons donc rencontré des militants du DAL et des familles de mal logés.
Il fallait aussi une lutte syndicale. Nous avons donc cherché sur internet et je suis tombé sur ces images incroyables de l'assemblée générale de la raffinerie Total de Donges à la fin de la grève sur les retraites en 2010. Christophe Hiou de la CGT y employait quasiment mot pour mot les paroles de Daniel : *« des défaites qui ont le goût de victoires »*… J'ai tout fais pour rencontrer ces syndicalistes.
En ce qui concerne la question des quartiers populaires, suite aux émeutes de 2005, je suis allée à Clichy-sous-bois, mais je n'y ai rencontré que des garçons et je voulais des femmes… C'est Olivier Besancenot qui m'a parlé de Fadela El Miri et des quartiers nord de Marseille, une militante qui sait s'effacer pour faire exister le collectif.
Autour de l'élaboration de ce film, j'ai noué des amitiés politiques, de véritables rencontres affectives.

Pour conclure, que souhaiterais-tu que l'on retienne de* On est vivants *?
Ce que je voudrais éveiller, c'est le désir pour chacun de trouver sa place dans un travail collectif, que c'est nous qui écrivons l'histoire et que, quelquefois, celle-ci nous réserve bien des surprises. Montrer que quand on lutte, on vit mieux ; quand on rêve, on est humain ; et sans politique, on meurt…
Je souhaiterais que ce film circule, éveille des débats, que les mots de Daniel poétisent la politique. On a besoin de nourrir l'imaginaire d'aujourd'hui, on a besoin de créer notre langue, des outils pour tisser des liens, des espaces de rencontres et de débats. Oscar en Bolivie dit que c'est ainsi qu'ils ont surmonté la peur, notre plus grand ennemi.

Propos recueillis par Manu Bichindaritz

Plus d'infos sur le film, des interviews, des bonus : https://www.facebook.com/onestvivants

Hommage

Eduardo Galeano : mémoire(s) de feu

L'écrivain uruguayen Eduardo Galeano est décédé le 13 avril dernier d'un cancer à l'âge de 74 ans. Mondialement connu, il était un conteur hors pair des luttes, histoires et cultures des peuples d'une Amérique latine rebelle, populaire et indigène.

Né à Montevideo en 1940 dans une famille de la petite-bourgeoisie catholique, il est passé par plusieurs métiers avant de devenir l'un des auteurs les plus lus du continent : ouvrier, employé de banque, peintre, caricaturiste… C'est tout d'abord comme journaliste politique qu'il s'affirme, notamment dans les années soixante comme éditeur de l'hebdomadaire *Marcha*, puis une fois la dictature uruguayenne terminée, comme fondateurs de *Brecha*, autre hebdo de gauche. Mais c'est surtout Galeano l'écrivain qui fascine par sa plume exceptionnelle, à la fois simple et poétique, directe et engagée. Toujours à l'écoute des anecdotes de la vie quotidienne de celles et ceux « d'en bas », les oubliéEs de l'histoire. Il mélange allègrement les genres littéraires pour mieux décrire la réalité latino-américaine, et mondiale. En ce sens, sa trilogie *Mémoire du feu* (1984) reste un de ses écrits majeurs, au côté du *Livre des étreintes* (1989).
Mais c'est avec *Les veines ouvertes de l'Amérique latine, une contre histoire* (1971)[1] qu'il est devenu un écrivain universel, figure d'une lecture anti-impérialiste de l'histoire des colonialismes et du saccage des ressources de l'Amérique latine. Une nouvelle génération a d'ailleurs redécouvert ce livre incendiaire plus récemment, lorsque le président vénézuélien Hugo Chávez l'a offert (en espagnol !) à Obama en 2009 lors du sommet des Amériques.

Contre toutes les formes de domination

Jusqu'à sa mort, Galeano a été un opposant au monde capitaliste et à toutes les formes de dominations : patriarcat, destruction de l'environnement, manipulations médiatiques, arrogance des intellectuels, grandeurs et décadence du football… Tout y passe, avec humour et une certaine joie. Il paiera son engagement de longues années d'exil, suite au coup d'État de juin 1973. Depuis le début des années 2000, il voyait avec un certain espoir l'expérience bolivarienne au Venezuela et avait soutenu en 2004 la victoire électorale du Front ample (centre-gauche) dans son pays.
Accompagnant plusieurs de ses livres de ses dessins, il avait aussi le goût de la compilation d'histoires accessibles et de textes courts, pour essayer de remettre à l'endroit ce monde sans dessus-dessous :

DR

« À l'école du monde à l'envers, le plomb apprend à flotter, le bouchon à couler, les vipères à voler et les nuages à ramper le long des chemins. Dans le monde d'aujourd'hui, monde à l'envers, les pays qui défendent la paix universelle sont ceux qui fabriquent le plus d'armes et qui en vendent le plus aux autres pays. Les banques les plus prestigieuses sont celles qui blanchissent le plus de narcodollars et celles qui renferment le plus d'argent volé. (…) Et la sauvegarde de l'environnement est le plus brillant fonds de commerce des entreprises qui l'anéantissent ». À méditer…

Franck Gaudichaud

1 – *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, Pocket, réédition 2001, 8,40 euros

PROCÈS D'ALAIN POJOLAT

« La France, le seul pays d'Europe à interdire les manifestations de soutien »

DR

Entretien. *En juillet 2014, alors que Gaza subissait de terribles bombardements de l'État d'Israël, des manifestations unitaires de solidarité avec le peuple palestinien étaient organisées à Paris. Membre de la direction du NPA et militant de longue date de la solidarité avec la Palestine, Alain Pojolat est alors mandaté pour déposer en préfecture le parcours de deux de ces manifestations : l'une à Barbès le samedi 19 juillet, l'autre place de la République le samedi 26 juillet. Interdites par la préfecture, ces deux manifestations seront toutefois maintenues par plusieurs organisations. Alain Pojolat sera poursuivi et un premier procès a lieu en octobre 2014. Une large mobilisation a accompagné ce procès qui a vu le tribunal prononcer la relaxe. Mais le parquet a décidé malgré tout de faire appel. Un nouveau procès a donc eu lieu, et ce vendredi 10 avril, le verdict fut le même : la relaxe. Pour en parler, nous avons rencontré son avocat,* ***Jean-Louis Chalanset****, qui nous a aussi parlé du contexte politique dans lequel tout cela a eu lieu.*

Peut-on revenir sur les raisons pour lesquelles Alain Pojolat était poursuivi ?

Il était poursuivi pour organisation de manifestation interdite… Ce qui est contraire à la réalité : c'est bien lui la personne physique qui avait fait les demandes d'autorisation des parcours des deux manifestations, mais lorsqu'on lui a notifié l'interdiction de celles-ci, ce sont les organisations qui ont maintenu ces manifestations, et non pas lui en tant que personne. Si ils avaient vraiment voulu poursuivre quelqu'un, il fallait qu'ils poursuivent les organisations politiques, ce qu'ils n'avaient pas le courage de faire.

Je pense de façon certaine que le ministre de l'Intérieur et le Premier ministre ont décidé de poursuivre Alain Pojolat, qui avait déjà été condamné pour des faits un peu similaires quelques mois auparavant : il avait organisé une manifestation sans autorisation en soutien à Georges Ibrahim Abdallah. Il a été condamné alors que c'était un collectif qui organisait le rassemblement, ce qui est rarissime. Il y a beaucoup de manifestations qui se font sans organisation ni déclaration, et il n'y a pas de poursuites… Pour ce qui concerne les manifestations Palestine de l'été 2014, ils ont voulu s'acharner sur lui en le poursuivant. C'est vrai que sur le plan juridique, même si le parquet avait demandé devant le tribunal sa condamnation, il n'y avait pas beaucoup d'éléments, dans la mesure où ce sont les organisations qui avaient appelé à maintenir la manifestation.

Il y a eu aussi d'autres procès. Par exemple, celui de trois militants qui avaient appelé à l'une des deux manifestations interdites en distribuant un tract le samedi midi. Eux aussi ont été relaxés.

> Du juridisme employé à mauvais escient par le parquet pour tenter de poursuivre un militant.

C'est vraiment du juridisme employé à mauvais escient par le parquet pour tenter de poursuivre un militant. Ce verdict est un succès dans la mesure où la justice, confirmée par la cour d'appel, n'a pas voulu répondre à la célérité du gouvernement sur ce point.

Lors du premier procès, vous sembliez dire que le dossier était vide. Pourquoi le parquet a décidé de faire appel ?

Vous savez, les magistrats ne sont pas toujours d'une indépendance extrême… Mais c'est vrai que dans le cas présent, je ne voyais pas comment on pouvais faire un procès à quelqu'un qui avait fait une demande d'autorisation… mais qui n'était pas présent à cette manifestation. Alain avait répondu au préfet de police que l'organisation qu'il représente prendrait toute décision quand au maintien ou pas de cette manifestation. On ne sait pas vraiment si c'est le procureur qui a voulu faire du zèle ou si ce sont les instructions du garde des Sceaux. Sur le principe, les juges d'instruction sont indépendants… mais ils peuvent aussi devancer les désirs d'un gouvernement.

Appel, pétition, rassemblements… Il y a eu une large mobilisation autour d'Alain Pojolat. C'est peut être parce que son cas était emblématique de la répression que subie le mouvement social, et en particulier autour de solidarité avec la Palestine ?

Il y a déjà eu des procès de ce type. Mais c'est vrai qu'avec ce gouvernement, c'est la première fois que l'on tente de poursuivre celui qui a déposé la demande d'organisation d'une manifestation sur le plan administratif. C'est vrai qu'il y a une criminalisation du soutien aux mouvements sociaux, et c'est de pire en pire.

Par exemple, les lois qui vont être votées dans les jours qui viennent sont beaucoup plus larges que ce qui est dit, car cela ne concerne pas seulement les prétendues affaires de terrorisme. Quand on lit le texte, on voit que n'importe quelle personne qui participe à une manifestation pourrait être poursuivie, pourrait être écoutée. La notion est extrêmement large et va beaucoup plus loin que les affaires dites de terrorisme. Et il n'y a pas vraiment de critiques de gauche de cette loi. Il y a même un député de droite, un ancien juge antiterroriste, Alain Marsaud, qui a déclaré que sur certains points, cette loi était liberticide… On ne sait pas par qui cette loi pourra à l'avenir être appliquée, mais on sait qu'avec une telle loi, on ne pourra plus manifester librement, on sera surveillé, écouté, on pourra avoir un copie de nos ordinateurs. Il n'y aura plus aucune garantie de rien.

Et c'est un gouvernement « socialiste » qui crée cette loi…

D'autant que le projet de loi avait été écrit avant les attentats de janvier. Ce n'est donc pas en réaction à cela, c'est une loi qui est là pour empêcher toute contestation, radicale ou pas.

Sur la Palestine déjà, la France a été le seul pays d'Europe à interdire les manifestations de soutien. Il n'y a pas d'autre exemple. Et dans l'ensemble les manifestations se sont déroulées dans le calme. Sauf en France du fait de la présence policière et des interdictions. Je crois que les juges ont été assez sensibles à cet argument. Dans l'histoire des manifestations de soutien à la Palestine, depuis maintenant plus de 40 ans, il n'y en avait qu'une qui avait été interdite. À l'époque, j'avais d'ailleurs défendu il y a vingt ans un militant palestinien qui avait été relaxé : il était présent à la manifestation pour dire qu'elle était interdite…

> Une loi qui est là pour empêcher toute contestation, radicale ou pas.

Pour Alain Pojolat, c'est une victoire, mais cela peut être une victoire éphémère.

Propos recueillis par Pierre Baton

Vu ailleurs

MEDIAPART

GÉNOCIDES. *Le mois d'avril voit se dérouler la commémoration de trois génocides majeurs du 20e siècle : celui des Tutsi du Rwanda le 7 avril (date du début des massacres en avril 1994), celui de la Shoah le 19 avril (correspondant au début de la révolte du ghetto de Varsovie le 19 avril 1943), celui des Arméniens le 24 avril (correspondant aux premières arrestations des intellectuels arméniens à Constantinople/Istanbul en avril 1915). […]*
Ces différents génocides ont des liens entre eux car dans tous les cas les populations promises à l'extermination ont été d'abord été discriminées, stigmatisées, accusées de tous les maux, mises en cause comme préparant des plans hostiles aux pouvoir autoritaires en place, puis désignées comme ennemies, regroupées, marquées et « étiquetées » sous différentes formes et enfin conduites à l'extermination ou massacrées sur place. Le génocide est l'aboutissement de décennies voire de siècles de discriminations.
La possibilité de réaliser un génocide et d'échapper à la punition correspondant à l'horreur de cette entreprise a aussi constitué un puissant facteur d'encouragement pour les génocidaires successifs. Les nazis eux-mêmes trouvaient une stimulation dans la manière dont le génocide arménien était impuni : « Mais qui se souvient encore du massacre des Arméniens ? » *déclarait ainsi Hitler dans une allocution aux commandants en chef de l'armée allemande le 22 août 1939, quelques jours avant l'invasion de la Pologne.*
Un autre point commun à ces trois génocides est la négation de ce qui s'est passé, dans le cadre d'une solidarité avec ceux qui ont perpétré le génocide. […] Le but des génocidaires, en tout temps et en tout lieu, ne consiste pas seulement à assassiner les vivants, mais aussi à nier à tout jamais leur existence. C'est pour cette raison que les négationnismes sont consubstantiels aux génocides. En niant, il ne s'agit pas seulement d'une tentative faite par les assassins pour échapper aux conséquences de leurs crimes.
Au même titre que les massacres physiques de masse, la négation est au service du but final : effacer de l'histoire et de l'humanité une partie des hommes et des femmes qui la constituent.

« Génocides : le terrible mois d'avril », Albert Herszkowicz, sur le site de *Mediapart*, 6 avril 2015

S'abonner à l'Anticapitaliste
l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
☐ 14 € par trimestre	☐ 25 € par trimestre	☐ 10 €par trimestre	☐ 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : ..... Prénom : .....
Adresse :.....
Code postal : ..... Ville : .....
Mail : .....

Désignation du compte à débiter
IBAN
BIC

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ554755

Date : ..... Signature obligatoire

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

	Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	☐ 6 mois 28 €	☐ 1 an 56 €	☐ 6 mois 20 €	☐ 1 an 40 €
Mensuel	☐ 6 mois 22 €	☐ 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	☐ 6 mois 50 €	☐ 1 an 100 €	☐ 6 mois 38 €	☐ 1 an 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org